

NOTE TECHNIQUE



SANOFI – Amilly (45) **Dossier d'enregistrement au titre de la rubrique** **n°2716 des ICPE (transit, regroupement, tri ou** **préparation de déchets non dangereux non inertes)**

Réf. 9B2653-N-18-0001 C BPE

“Chez SOM
nous adaptons
nos équipes à vos projets,
et pas l'inverse.”



GRILLE DE REVISION

Indice	Chapitre	Page	Modifications
A	-	-	Diffusion initiale
B	-	-	Rediffusion après intégration de l'annexe 7
C	-	-	Rediffusion après prise en compte des remarques formulées par la DREAL Centre (mail de V. LAILHEUGUE datant du 29/11/2013 référence 9B2653-M-18-0005)

APPROBATION

Indice	Etat	Date	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
C	BPE	25/01/2019	Camille GANTIEZ	Lauriane LEMERLE	Stéphanie MINSSIEUX
					

Sommaire

1.	DONNEES D'ENTREE ET DOCUMENTS DE REFERENCE	8
2.	CONTEXTE DU DOSSIER	9
3.	OBJET DU DOSSIER.....	9
4.	GRILLE DE LECTURE DU DOSSIER.....	10
5.	IDENTIFICATION DU DEMANDEUR.....	11
6.	PRESENTATION DE L'INSTALLATION OBJET DU DOSSIER D'ENREGISTREMENT	12
6.1.	Acteurs	12
6.2.	Fonctionnement	12
6.2.1.	Périodes d'épandage	12
6.2.2.	En sortie de procédé sur le site SANOFI d'Amilly	12
6.2.3.	Hors période d'épandage autorisé	14
6.2.3.1.	Description des bassins et des aménagements.....	14
6.2.3.2.	Etanchéité des bassins et contrôle	15
6.2.4.	En période d'épandage autorisé	16
6.3.	Localisation des sites.....	17
6.3.1.	Rayon d'affichage du site de stockage tampon	18
6.4.	Historique du site de stockage tampon de Triguères	19
6.5.	Contexte géologique et hydrogéologique.....	20
6.5.1.	Géologie	20
6.5.2.	Hydrographie	21
6.5.3.	Hydrogéologie.....	22
6.5.3.1.	Caractéristiques de la nappe souterraine	22
6.5.3.2.	Ouvrages	22
6.5.3.3.	Risque de remontée de nappe.....	24
7.	RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES MINISTERIELLES APPLICABLES A L'INSTALLATION.....	25

8. SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE LIEE A L'IMPLANTATION DU PROJET 26

9. EFFETS NOTABLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE 27

9.1. Incidences potentielles de l'installation	27
9.1.1. Ressources.....	27
9.1.1.1. Prélèvements en eau	27
9.1.1.2. Drainages/modifications prévisibles des masses d'eau souterraines	27
9.1.1.3. Consommation de ressources matérielles	27
9.1.2. Milieu naturel	27
9.1.2.1. Perturbations, dégradations, destructions de la biodiversité et des continuités écologiques	27
9.1.2.2. Incidences sur les espèces et habitats d'un site Natura 2000	27
9.1.2.3. Incidences sur des zones à sensibilité particulière	28
9.1.2.4. Consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers	28
9.1.3. Risques.....	28
9.1.3.1. Risques technologiques.....	28
9.1.3.2. Risques naturels.....	28
9.1.3.3. Risques sanitaires	28
9.1.4. Nuisances	28
9.1.4.1. Trafic.....	28
9.1.4.2. Bruit et nuisances sonores.....	29
9.1.4.3. Odeurs.....	29
9.1.4.4. Vibrations.....	29
9.1.4.5. Emissions lumineuses	29
9.1.5. Emissions	29
9.1.5.1. Rejets atmosphériques	29
9.1.5.2. Rejets liquides	29
9.1.5.3. Effluents.....	29
9.1.6. Déchets	30
9.1.7. Patrimoine/Cadre de vie/Population	30
9.1.7.1. Patrimoine architectural/culturel/archéologique/paysager.....	30
9.1.7.2. Activités humaines et usage des sols	30

9.2.	Incidences cumulées et transfrontalières.....	30
9.3.	Mesures d'évitement et de réduction	31

10. COMPATIBILITE DE L'INSTALLATION AVEC LES DIFFERENTS PLANS APPLICABLES 32

10.1.	Compatibilité de l'usage des sols avec le document d'urbanisme opposable	32
10.2.	Compatibilité de l'installation avec les plans de gestion des déchets applicables.....	34
10.3.	Programme d'actions national et régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	34
10.4.	SDAGE Seine-Normandie	35

11. USAGE FUTUR DU SITE 35

Annexes

**ANNEXE 1 TABLEAU DE REGLAGE DU VOLUME D'EFFLUENTS AZOTES A
EPANDRE – SOCIETE DECHAMBRE**

ANNEXE 2 PLANS ET CARTES REGLEMENTAIRES

**ANNEXE 3 COMPATIBILITE DE L'INSTALLATION AVEC LE SDAGE SEINE-
NORMANDIE**

**ANNEXE 4 JUSTIFICATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES
DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 06/06/2018**

**ANNEXE 5 CARTES PRESENTANT LA SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE
LIEE A L'EMPLACEMENT DE L'INSTALLATION**

**ANNEXE 6 REGLEMENT DE LA ZONE A – PLAN LOCAL D'URBANISME DE
TRIGUERES**

**ANNEXE 7 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DE LA SOCIETE
SANOFI**

**ANNEXE 8 AVIS DU PROPRIETAIRE DU TERRAIN SUR LA REMISE EN ETAT
DU SITE A L'ARRET DEFINITIF DE L'INSTALLATION**

**ANNEXE 9 AVIS DU MAIRE DE TRIGUERES SUR LA REMISE EN ETAT DU SITE
A L'ARRET DEFINITIF DE L'INSTALLATION**

**ANNEXE 10 GAMME DE MAINTENANCE N°235 – CONTROLE VISUEL DES
BASSINS (2018)**

Figures

Figure 1 : Cuves d'entreposage des effluents azotés en sortie de procédé sur le site chimique SANOFI d'Amilly (source : photographie SOM du 28/08/2018)	14
Figure 2 : Zone de dépotage en citernes routières des cuves d'entreposage des effluents azotés sur le site SANOFI d'Amilly (source : photographie SOM du 28/08/2018)	14
Figure 3 : Site de stockage tampon des effluents azotés du site SANOFI d'Amilly en dehors de la période annuelle d'épandage autorisé (source : fond de carte Géoportail)	15
Figure 4 : Vue du Bassin tampon n° 1 (source : photographie SOM du 28/08/2018)	16
Figure 5 : Vue du Bassin tampon n° 2 (source : photographie SOM du 28/08/2018)	16
Figure 6 : Vue de la zone de dépotage des citernes routières (source : photographie SOM du 28/08/2018)	16
Figure 7 : Vue du site d'entreposage tampon de Triguères (source : photographie SOM du 28/08/2018)	16
Figure 8 : Automoteur type utilisé pour l'épandage des effluents azotés (source : photographie SOM du 28/08/2018)	17
Figure 9 : Localisation du site SANOFI et du site de stockage tampon de Triguères (source : fond de carte Géoportail)	18
Figure 10 : Rayon d'affichage du site d'entreposage tampon des effluents azotés de Triguères (source : fond de carte et données Géoportail)	19
Figure 11 : Extrait de la carte géologique n°66 de Courtenay et légende (source : Infoterre – BRGM)	20
Figure 12 : Contexte hydraulique du site d'entreposage tampon de Triguères (source : fond de carte Géoportail)	22
Figure 13 : Localisation des ouvrages à proximité du site de Triguères (source : BRGM - Infoterre)	23
Figure 14 : Carte piézométrique de la nappe de la Craie du Gâtinais du droit du site d'entreposage tampon de Triguères (source : SIGES Seine-Normandie)	24
Figure 15 : Aléa de remontée de nappes souterraines (source : BRGM – Infoterre)	25
Figure 16 : Extrait du plan de zonage du PLU de Triguères (source : site officiel de la mairie de Triguères - http://www.triguères.fr)	32

Tableaux

Tableau 1 : Grille de lecture du présent dossier par rapport aux éléments exigibles dans le CERFA n°15679*02 pour les demandes d'enregistrement ICPE	10
Tableau 2 : Planning d'épandage autorisé (source : extrait de l'étude préalable du Dossier de demande d'autorisation réalisé en 2006 par la Chambre d'Agriculture du Loiret [11])	12
Tableau 3 : Caractéristiques chimiques des effluents azotés destinés à l'épandage (source : rapports de caractérisation 2018 [18])	13
Tableau 4 : Dimensions des bassins d'entreposage tampon du site de Triguères	14
Tableau 5 : Analyse de la compatibilité de l'usage des sols avec le règlement de la zone A du PLU de Triguères	33

1. DONNEES D'ENTREE ET DOCUMENTS DE REFERENCE

- [1] Offre technique SOM 180303 Ind.A du 03/08/2018
- [2] Compte-rendu de réunion d'enclenchement technique du 28/08/2018 – SOM - 9B32653-R-18-0002 Ind. A du 29/08/2018
- [3] Arrêté préfectoral du 25/02/2009 autorisant SANOFI à étendre les activités de fabrication et de conditionnement de produits chimiques et pharmaceutiques qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'AMILLY
- [4] Rapport d'inspection DREAL du site SANOFI d'Amilly du 29/06/2018 daté du 30/07/2018
- [5] Arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- [6] Formulaire CERFA n°15679*02 destiné aux demandes d'enregistrement pour les installations classées pour la protection de l'environnement, créé par l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le modèle national de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement, et applicable depuis le 16 mai 2017
- [7] Arrêté préfectoral du 16/06/1988 autorisant l'épandage d'effluent azoté du site de production d'Amilly par la société DECHAMBRE
- [8] Contrat de bail du 21/05/2001 entre la société SANOFI et M. Jean-Michel DECHAMBRE pour la parcelle comprenant les bassins tampons dans le cadre de l'activité d'épandage des effluents azotés du site SANOFI d'Amilly
- [9] Avenant au contrat de bail initial du 21/05/2001 daté du 12/04/2011 entre la société SANOFI et Jean-Michel DECHAMBRE
- [10] Déclaration de travaux et réunions de chantier concernant l'aménagement des bassins tampons dans le cadre de l'activité d'épandage des effluents azotés du site SANOFI d'Amilly
- [11] Dossier de demande d'autorisation – Actualisation de la situation administrative de l'établissement vis-à-vis de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement – Etude de la faisabilité d'un recyclage agricole des effluents azotés en provenance de l'établissement SANOFI WINTHOP INDUSTRIE à Amilly (45) - Mai 2006 – Chambre d'Agriculture du Loiret
- [12] Plan d'implantation des bassins tampons – 2011
- [13] Cahiers d'épandage de mars à juin 2018 – Société DECHAMBRE
- [14] Planning prévisionnel d'épandage – 2018 – Société SUEZ

- [15] Arrêté du 28 mai 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Centre
- [16] Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, modifié par les arrêtés du 23 octobre 2013 et du 11 octobre 2016
- [17] Plan des abords à l'échelle 1/3 000 transmis par la société DECHAMBRE
- [18] Résultats d'analyse des effluents en sortie de procédé (octobre/novembre 2018) et en sortie de lagune (janvier/avril 2018)

2. CONTEXTE DU DOSSIER

Le site SANOFI d'Amilly est localisé dans le département du Loiret. Il comprend un site de fabrication et de distribution de médicaments, et pratique l'épandage des effluents azotés provenant de la fabrication de la DL Lysine 50% depuis 1988 [7] [10]. Cette activité d'épandage est encadrée par l'arrêté préfectoral du 25 février 2009 [3], et est réalisée en partenariat avec les sociétés DECHAMBRE et SUEZ.

Le site SANOFI d'Amilly a fait l'objet d'une inspection de la DREAL en date du 29 juin 2018, à la suite de laquelle il a été demandé à SANOFI de régulariser son activité d'épandage d'effluents azotés notamment vis-à-vis de la réglementation des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) avant fin octobre 2018 [4].

3. OBJET DU DOSSIER

Le présent livrable constitue le dossier d'enregistrement au titre de la rubrique ICPE n°2716 (Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719) pour l'activité d'épandage d'effluents azotés issus du site SANOFI d'Amilly.

Ce dossier a été réalisé suite à une visite des installations en date du 28/08/2018, en présence de la société SOM, de M. Fateh AMOKRANE de la société SANOFI, ainsi que MM. DECHAMBRE et Mme CAZAILLON de la société DECHAMBRE, et à la fourniture de données d'entrée de la part de Mme LEREAU de la société SUEZ [2].

Le plan de ce dossier reprend la trame du formulaire CERFA n°15679*02 [6] destiné aux demandes d'enregistrement pour les installations classées pour la protection de l'environnement, créé par l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le modèle national de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement, et applicable depuis le 16 mai 2017.

Formalités :

Ce dossier doit être déposé en 4 exemplaires en préfecture du Loiret : 3 exemplaires sont destinés aux services instructeurs et le dernier pour avis du conseil municipal de la commune d'implantation de l'installation (Triguères).

4. GRILLE DE LECTURE DU DOSSIER

Le Tableau 1 ci-après constitue la grille de lecture du présent dossier par rapport aux éléments exigibles dans le CERFA n°15679*02 [6].

§ CERFA 15679*02	Thématique	Page CERFA	§ dossier d'enregistrement	Page dossier
1	Intitulé du projet	1	6	12
2	Identification du demandeur	1-2	5	11
3	Informations générales sur l'installation	2	5/6	11/12
4	Informations sur le projet	2-4	6	12
5	Respect des prescriptions générales	4-5	0/Annexe 4	24
6	Sensibilité environnementale en fonction de la localisation du projet	5-6	8/Annexe 5	26
7	Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine	6-9	9/Annexe 5	27
8	Usage futur	9	11	35
PIECES OBLIGATOIRES	Plans réglementaires	11	Annexe 2	-
	Document permettant d'apprécier la compatibilité des activités avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le PLU	11	10.1/Annexe 6	32/-
	Eléments permettant d'apprécier la compatibilité de l'installation avec les plans de gestion des déchets applicables	12	10.2	34
	Capacités techniques et financières	11	Annexe 7	-
	Document justifiant du respect des prescriptions générales applicables à l'installation	11	Annexe 4	-
PIECES COMPLEMENTAIRES	Eléments permettant d'apprécier la compatibilité de l'installation avec le SDAGE	11-12	10.4/Annexe 3	35/-

Tableau 1 : Grille de lecture du présent dossier par rapport aux éléments exigibles dans le CERFA n°15679*02 pour les demandes d'enregistrement ICPE

5. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Le identifie la personne morale responsable de la présente demande d'enregistrement.

Dénomination ou raison sociale	SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
N° SIRET	77566225700176
Forme juridique	Société Anonyme
Coordonnées du siège social	82, avenue Raspail – 94255 GENTILLY
Coordonnées de l'installation	Lieu-dit « Les Etoits » 45 220 TRIGUERES
Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande	Vincent LAILHEUGUE
	Coordinateur HSE, site de production d'Amilly
	Vincent.LAILHEUGUE@sanofi.com
	Tél. : +33 (0) 2.38.28.74.06
	196, Rue du Maréchal Juin – 45200 AMILLY

6. PRESENTATION DE L'INSTALLATION OBJET DU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

6.1. Acteurs

L'activité d'épandage des effluents azotés du site SANOFI d'Amilly repose sur trois acteurs différents :

- la société SUEZ se charge de la partie gestion de l'épandage (plan d'épandage, identification des parcelles destinées à l'épandage, mise en relation des agriculteurs et de la société DECHAMBRE, etc.), et rend des comptes à SANOFI en ce sens ;
- la société DECHAMBRE se charge de la partie logistique pour l'épandage, et de l'entreposage tampon d'effluents dans les périodes où l'épandage n'est pas autorisé (globalement d'octobre à fin janvier). La société est donc responsable de l'approvisionnement en effluents azotés directement depuis le site SANOFI d'Amilly, et de l'épandage en lui-même à l'aide de ses automoteurs¹ ;
- SANOFI est l'exploitant de l'ensemble de la filière d'épandage y compris de l'entreposage tampon réalisé sur le site de Triguères. Il est également le producteur de l'effluent azoté destiné à l'épandage.

6.2. Fonctionnement

6.2.1. Périodes d'épandage

L'épandage d'effluents azotés, conformément aux préconisations des arrêtés préfectoraux du 16/06/1988 [7] et du 25/02/2009 [3], est possible uniquement sur une période favorable à l'assimilation des nutriments par les sols des parcelles de destination.

Ainsi, l'épandage des effluents azotés est autorisé uniquement **de février à septembre inclus**. Le reste du temps, les effluents azotés produits sur le site SANOFI d'Amilly doivent être stockés [11].

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Culture d'hiver	X	O	O	O	O	O	O	O	O	X	X	X
Culture de printemps	X	X	X	O	O	O	O	O	X	X	X	X
Prairie	X	X	O	O	O	O	O	O	O	O	X	X

Rouge X: épandage interdit

Vert o : épandage autorisé

Tableau 2 : Planning d'épandage autorisé (source : extrait de l'étude préalable du Dossier de demande d'autorisation réalisé en 2006 par la Chambre d'Agriculture du Loiret [11])

6.2.2. En sortie de procédé sur le site SANOFI d'Amilly

Les effluents azotés proviennent de la fabrication de la DL Lysine 50%. Ils présentent les caractéristiques chimiques données dans le Tableau 3 ci-après.

¹ Il a été mentionné qu'un contrat de sous-traitance est par ailleurs en cours de signature entre SANOFI et la société DECHAMBRE au sujet de l'activité d'épandage qui lie les deux sociétés.

Eléments	Valeurs en sortie de procédé		Valeurs en sortie de lagune	
	Octobre 2018	Novembre 2018	Janvier 2018	Avril 2018
pH	-	-	7,0	7,0
Matière sèche en %	-	-	5,5	4,5
Matière organique en %	-	-	0,8	0,454
Carbone organique total en %	-	-	0,4	0,23
Azote total en %	1,25	1,54	1,25	1,02
Azote ammoniacal N (NH ₄) en %	0,99	1,44	1,07	0,96
Soufre total en %	0,55	1,09	-	-
Soufre SO ₃ en %	-	-	-	1,77
Phosphore en %	-	-	< 0,0002	< 0,0002
Potassium en %	-	-	0,0009	0,0008
Magnésium en %	-	-	< 0,0001	< 0,0001
Calcium en %	-	-	0,0005	0,0003
Sodium en %	-	-	0,0006	0,0006
Fer en mg/kg	-	-	13	13
Manganèse en mg/kg	-	-	0,9	0,8
Cadmium en mg/kg	< 0,1	< 0,1	< 0,02	-
Chrome en mg/kg	1,11	< 1	0,6	-
Cuivre en mg/kg	< 2	< 2	0,1	-
Mercure en mg/kg	0,002	0,003	< 0,005	-
Nickel en mg/kg	< 1	< 1	0,4	-
Plomb en mg/kg	< 2	< 2	< 0,2	-
Zinc en mg/kg	4,26	< 2	4,2	-
Molybdène en mg/kg	-	-	< 0,05	-
Bore en mg/kg	-	-	< 0,1	0,3
Arsenic en mg/kg	< 0,15	< 0,15	-	-
Cobalt en mg/kg	-	-	< 0,05	-

Tableau 3 : Caractéristiques chimiques des effluents azotés destinés à l'épandage (source : rapports de caractérisation 2018 [18])

Les effluents sont entreposés dans un premier temps dans deux cuves de 60 m³ chacune sur le site SANOFI (cf. Figure 1). Ces cuves sont dépotées régulièrement (généralement quotidiennement) dans des citernes routières de capacité 27 m³. La zone de dépotage est présentée sur la Figure 2.

Le volume d'effluents azotés générés par le site d'Amilly et destinés à l'épandage est d'environ 9 000 tonnes par an.



Figure 1 : Cuves d'entreposage des effluents azotés en sortie de procédé sur le site chimique SANOFI d'Amilly (source : photographie SOM du 28/08/2018)



Figure 2 : Zone de dépotage en citernes routières des cuves d'entreposage des effluents azotés sur le site SANOFI d'Amilly (source : photographie SOM du 28/08/2018)

6.2.3. Hors période d'épandage autorisé

En dehors de la période annuelle où l'épandage est autorisé (mois d'octobre à janvier inclus), les effluents azotés provenant du site SANOFI d'Amilly sont entreposés dans deux bassins localisés sur le site stockage tampon de Triguères.

6.2.3.1. Description des bassins et des aménagements

Ce site de stockage dit « tampon » est constitué de deux bassins (cf. Figure 3, Figure 4, Figure 5, Figure 6, Figure 7) représentant un volume total de 7 000 m³ :

- ❑ le premier, construit en 2001, présente une capacité de 4 500 m³,
- ❑ le second, construit en 2011, présente une capacité de 2 500 m³.

Les dimensions (prises hors talus) des deux bassins sont données dans le Tableau 4 ci-après.

Numéro du bassin	Longueur (m)	Largeur (m)	Profondeur (m)
Bassin n°1	45,6	33,6	4,5
Bassin n°2	34,4	25,2	4,5

Tableau 4 : Dimensions des bassins d'entreposage tampon du site de Triguères

Les effluents sont dépotés gravitairement depuis les camions citernes de 27 m³ provenant quotidiennement du site SANOFI dans le premier bassin, puis, une fois que celui-ci est rempli, dans le second.

La zone de dépotage mesure 30 mètres sur 4. Elle est constituée d'une émulsion de goudron étanche. Surélevée de 30 cm, elle a la capacité de retenir 36 m³ de produit en cas d'épandage accidentel.



Figure 3 : Site de stockage tampon des effluents azotés du site SANOFI d'Amilly en dehors de la période annuelle d'épandage autorisé (source : fond de carte Géoportail)

6.2.3.2. Etanchéité des bassins et contrôle

L'étanchéité des bassins est assurée par une géomembrane de 1,14 mm d'épaisseur pour chacun des bassins. Sous les géomembranes, un géotextile a également été mis en place. Les géotextiles et géomembranes remontent sur les bords de chaque bassin, et ont été stabilisés dans une tranchée de 30 cm de profondeur au moyen de terre (formation d'un talus). Plusieurs couches de géotextiles sont emprisonnées sous une pièce de bâche soudée au fond pour supporter le plot béton recevant le tuyau de vidange.

Les bassins sont équipés en partie basse de drains posés dans des gravillons sur bâche dans le fond de leur terrassement. Ils servent à collecter les fuites accidentelles de la géomembrane de façon gravitaire. Ils sont placés dans un système étanche. Ces drains cheminent ensuite jusqu'en bas de pente vers la parcelle d'à côté, où ils sont reliés à des puisards permettant de contrôler la présence ou l'absence d'eau, et donc la présence ou l'absence de fuite. Ces puisards sont vérifiés par la société DECHAMBRE chaque semaine hors et en période d'épandage. Aucun incident n'a été relevé sur la durée d'exploitation de ces bassins. Les bassins sont nettoyés et curés une fois par an par la société SUEZ RV OSIS SUD-EST mandatée par SANOFI. L'eau de nettoyage ainsi que les boues de curage sont récupérées par la même société lors de l'opération, et éliminées conformément aux dispositions en vigueur à la STEP de Chalette-sur-Loing.

A l'occasion de ces opérations, un opérateur de la société SANOFI réalise un contrôle visuel de l'état des bassins suivant la gamme de maintenance n° 235, présentée en Annexe 10.



Figure 4 : Vue du Bassin tampon n° 1 (source : photographie SOM du 28/08/2018)



Figure 5 : Vue du Bassin tampon n° 2 (source : photographie SOM du 28/08/2018)



Figure 6 : Vue de la zone de dépôtage des citernes routières (source : photographie SOM du 28/08/2018)



Figure 7 : Vue du site d'entreposage tampon de Triguères (source : photographie SOM du 28/08/2018)

6.2.4. En période d'épandage autorisé

Entre février et juin inclus, les effluents azotés sont pompés depuis les bassins d'entreposage (le bassin n° 1 est vidé en premier) et l'épandage est réalisé par le biais d'automoteurs de capacité 28 m³. En juillet, les bassins sont nettoyés et font l'objet d'un contrôle d'étanchéité et d'une maintenance avant d'être à nouveau remplis.

Les effluents peuvent également être épandus directement depuis l'usine en fonction de la concentration en azote sur la période d'épandage autorisé, de février à septembre inclus.

Dans le cas où les conditions climatiques ne sont pas satisfaisantes pour réaliser l'épandage (trop d'eau dans les sols ou gel), les effluents azotés sont stockés dans les bassins d'entreposage.



Figure 8 : Automoteur type utilisé pour l'épandage des effluents azotés (source : photographie SOM du 28/08/2018)

L'épandage est réalisé sur les parcelles préalablement définies dans le plan d'épandage (en cours de mise à jour par SUEZ) et le programme prévisionnel d'épandage annuel établi par la société SUEZ, suivant les doses d'azote nécessaires préalablement communiquées par les agriculteurs exploitants des parcelles concernées [13].

Les effluents azotés sont caractérisés pour connaître leur pH et leur concentration en azote lors de chaque sortie du site SANOFI. Il en est de même pour les effluents destinés à l'épandage entreposés dans les bassins. Juste avant épandage, le dosage en azote de ces effluents est ajusté en conséquence par programmation directement par le biais d'un système doseur programmable présent dans les automoteurs, afin de s'adapter au besoin de chaque agriculteur.

Le tableau de réglage du dosage utilisé par les employés de la société DECHAMBRE responsable de l'épandage des effluents azotés provenant du site SANOFI d'Amilly est donné en Annexe 1.

6.3. Localisation des sites

Le site SANOFI duquel sont issus les effluents azotés objets du dossier est localisé sur la commune d'Amilly, dans le département du Loiret (45), en région Centre-Val-de-Loire.

Les bassins tampons utilisés pour stocker les effluents azotés hors périodes d'épandage sont localisés sur la parcelle n°ZW 32 de la commune de Triguères, localisée à environ 20 km du site SANOFI, comme indiqué sur la Figure 9. Cette parcelle fait l'objet d'un contrat de bail entre M. DECHAMBRE et la société SANOFI depuis 2001 [8] [9].

Le site d'entreposage de Triguères est localisé en zone rurale. Dans l'ensemble, les habitations et bâtiments les plus proches du site appartiennent également à M. DECHAMBRE. Les premières habitations tierces sont localisées à environ 75 m au sud-est.

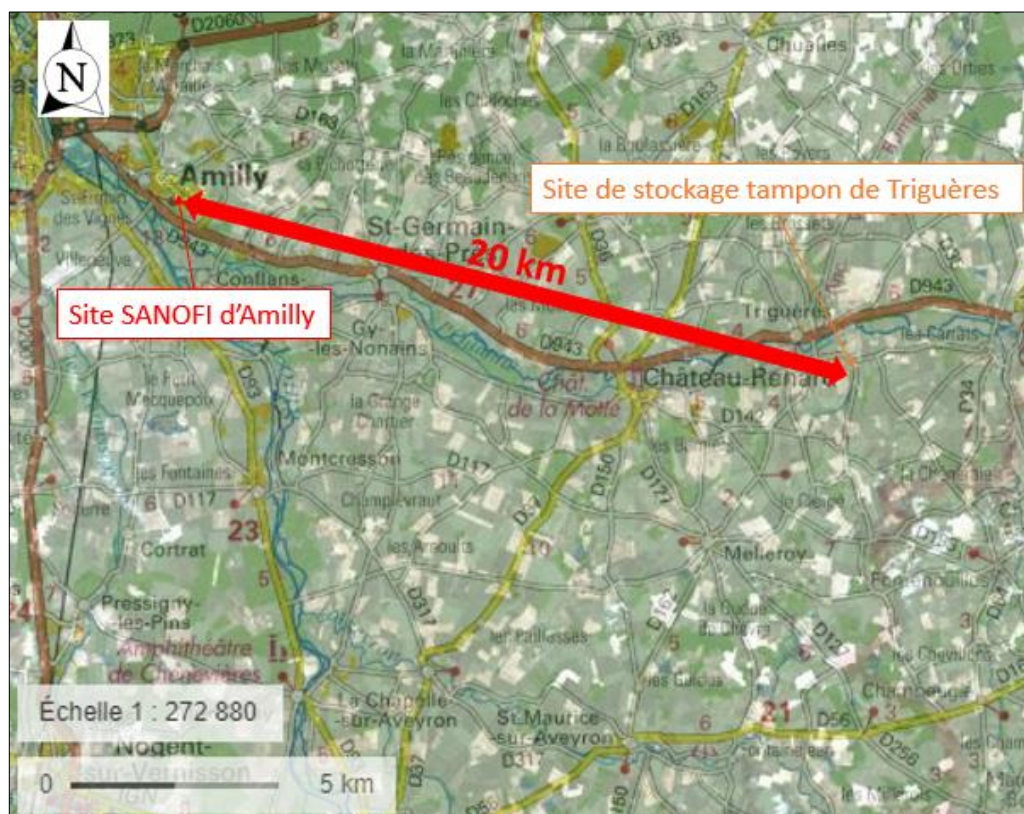


Figure 9 : Localisation du site SANOFI et du site de stockage tampon de Triguères (source : fond de carte Géoportail)

6.3.1. Rayon d'affichage du site de stockage tampon

Dans le cadre d'une demande d'enregistrement ICPE, un rayon d'affichage d'1 kilomètre est pris en compte dans l'étude des risques et inconvénients liés à l'activité du site².

Ce rayon d'affichage est présenté sur la Figure 10.

² Ce rayon n'a aucune portée réglementaire : il a été choisi dans le cadre de la réalisation de ce dossier par rapport à l'activité visée, pour en étudier les impacts sur l'environnement.

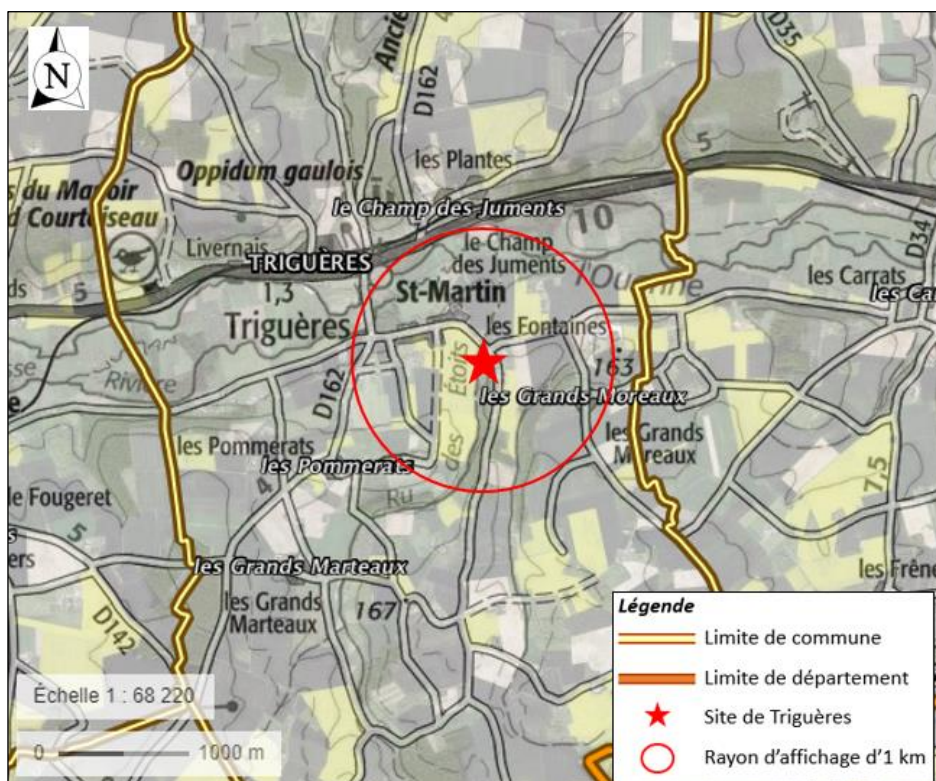


Figure 10 : Rayon d'affichage du site d'entreposage tampon des effluents azotés de Triguères
(source : fond de carte et données Géoportail)

Une seule commune est concernée par les risques et inconvénients potentiels de l'installation d'entreposage tampon des effluents azotés objet du dossier d'enregistrement au titre de la rubrique ICPE n° 2716, il s'agit de la commune de Triguères. Le maire de cette commune est donc le seul consulté dans le cadre de l'instruction du dossier au titre de l'article R.512-46-11 du code de l'environnement.

6.4. Historique du site de stockage tampon de Triguères

L'épandage des effluents azotés du site SANOFI d'Amilly est pratiqué depuis 1988 [11]. Il était dans un premier temps réglementé par l'arrêté préfectoral du 16/06/1988 [7].

Un premier bassin de stockage tampon des effluents hors période d'épandage a été construit en 2001 sur la parcelle ZW 32 de la commune de Triguères [10]. Un second arrêté préfectoral réglementant l'activité d'épandage des effluents azotés du site SANOFI d'Amilly a été édité le 25/02/2009 [3] suite à la régularisation de l'activité par demande d'autorisation à la préfecture en 2006. Ce dossier a été réalisé par la Chambre d'Agriculture du Loiret [11].

Par la suite, un second bassin de stockage tampon a été construit courant 2011 [12] sur le site de Triguères, entraînant un avenant au contrat de bail de 2001 entre M. Jean-Michel DECHAMBRE et la société SANOFI le 19/04/2011 [9].

Les aménagements de ces bassins n'ont fait l'objet que de déclarations d'alignement pour la mise en place de la clôture. Ils n'ont nécessité ni permis de construire, ni autorisation de défrichement, la zone étant enherbée initialement.

En effet, le premier bassin ayant été aménagé en 2001, les aménagements ont été exemptés de permis de construire au titre du m) de l'article R.422-2 du code de l'urbanisme.

Néanmoins, l'édification de la clôture a fait l'objet d'une déclaration préalable au titre de l'article L.441-2 du code de l'environnement dans les conditions prévues à l'article L.422-2 de l'époque.

L'aménagement du second bassin, courant 2011, a également été exempté de permis de construire au titre du a) de l'article R.421-2 du code de l'urbanisme.

Aucune régularisation administrative n'apparaît ainsi nécessaire.

6.5. Contexte géologique et hydrogéologique

6.5.1. Géologie

La commune de Triguères appartient à la carte géologique n°66 de Courtenay. D'après l'extrait ci-dessous (cf. Figure 11), la zone des bassins d'entreposage tampon des effluents azotés est située sur des complexes argilo-sableux à silex.

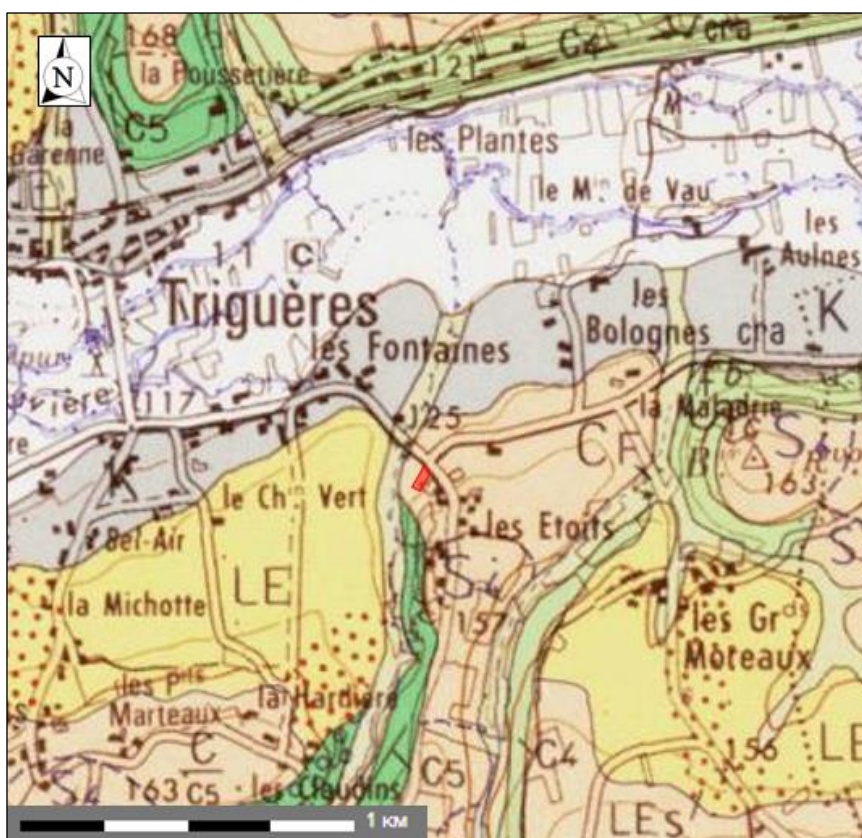











Figure 11 : Extrait de la carte géologique n°66 de Courtenay et légende (source : Infoterre – BRGM)

Légende :

	Site de Triguères
	Fz Alluvions récentes
	K Complexe de fond de vallée. Alluvions anciennes et colluvions ou limons de pente
	CF Colluvions de bas de pente et de fond de vallons
	LE Limon de pente
	LEs Limon de pente à silex
	RIII- Complexe argilo-sableux à silex. Formations d'épandage et/ou H formations tertiaires remaniées
	c5 Santonien. Craie blanche à silex
	c4 Coniacien. Craie blanche à silex

Ces argiles à silex proviennent de la décalcification de la craie sous-jacente et des formations sableuses ou argileuses, plus ou moins riches en silex, localement grésifiées ou conglomératiques. Ce complexe argilo-sableux, qui a alimenté de nombreuses formations de pente et de piedmont, disparaît fréquemment sous une importante couverture limoneuse ou ne subsiste plus qu'à l'état de placages riches en silex de tous genres.

Cette formation est considérée comme peu perméable.

Durant les travaux d'aménagement des bassins en 2001 et 2011, les sols observés avaient un aspect marneux, ce qui correspond aux formations d'argiles à silex.

6.5.2. Hydrographie

Le contexte hydraulique du site d'entreposage tampon des effluents azotés de Triguères est marqué par la présence (cf. Figure 12):

- de l'Ouanne localisée à 950 m au nord du site, s'écoulant d'est en ouest,
- du ru des Etoits, localisé à environ 60 m à l'ouest du site, s'écoulant du sud vers le nord.



Figure 12 : Contexte hydraulique du site d'entreposage tampon de Triguères (source : fond de carte Géoportail)

6.5.3. Hydrogéologie

6.5.3.1. Caractéristiques de la nappe souterraine

D'après les données disponibles sur le BRGM, les nappes souterraines susceptibles d'être rencontrées au droit du site sont les suivantes :

- la nappe de la Craie du Gâtinais ;
- la nappe de l'Albien Néocomien (captive).

La première nappe souterraine est identifiée à une cote entre 120 et 125 m NGF au droit du site, soit entre 5 et 10 m de profondeur au droit du site (se trouvant à une altitude d'environ 130 m NGF).

Durant les travaux d'aménagement des bassins en 2001 et 2011, aucune présence d'eau n'a été constatée (marne extraite très sèche). Ainsi, on peut supposer que la nappe se trouve plutôt à une cote de 120 m NGF au droit du site.

6.5.3.2. Ouvrages

Plusieurs ouvrages sont recensés à proximité immédiate du site d'entreposage tampon de Triguères. Leurs caractéristiques et leur localisation sont données dans le tableau et la Figure 13 ci-après.

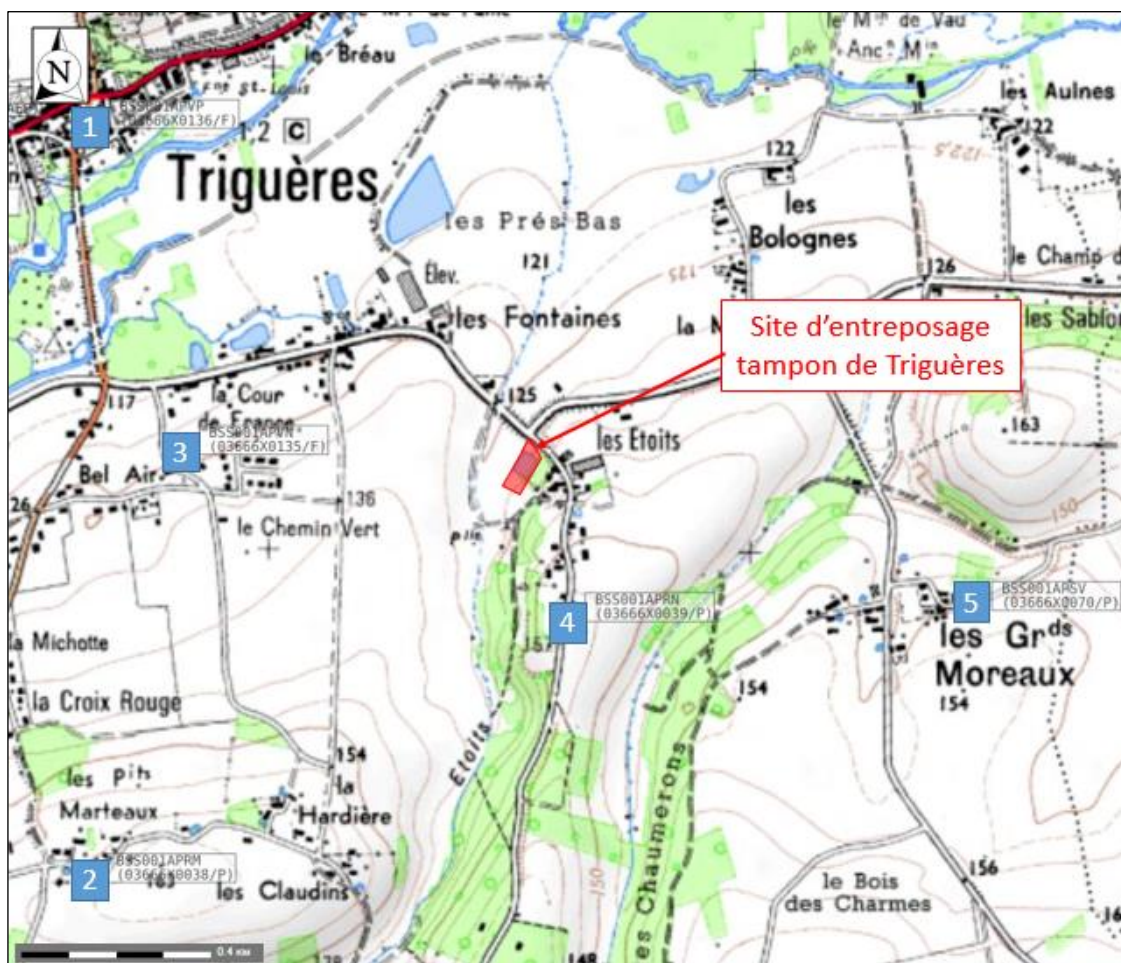


Figure 13 : Localisation des ouvrages à proximité du site de Triguères (source : BRGM - Infoterre)

Type d'ouvrage	Code	Année	Numéro sur la Figure 13	Altitude au point (m NGF)	Profondeur de la nappe	Cote de la nappe (m GF)	Distance au site
FORAGE	BSS001APVP	2007	1	120	2,5	117,5	1,1 km au nord-ouest
FORAGE	BSS001APVN	2006	2	124	5	119	680 m à l'ouest
PUITS	BSS001APRM	1981	3	161	25,2	135,8	1,2 km au sud-ouest
PUITS	BSS001APRN	1981	4	154	29,2	124,8	300 m au sud
PUITS	BSS001APSV	1983	5	149	24,41	124,59	960 m au sud-est

NB : Les données du puits référencé BSS001APRM s'éloignent de celles des autres ouvrages.

La première nappe souterraine est estimée à une cote entre 120 et 125 m NGF au droit du site, soit entre 5 et 10 m de profondeur. Son sens d'écoulement est supposé orienté vers le nord-ouest, en direction de l'Ouane d'après les données piézométriques récupérées par le biais du système cartographique du SIGES Seine-Normandie, présentées sur la Figure 14 ci-après.

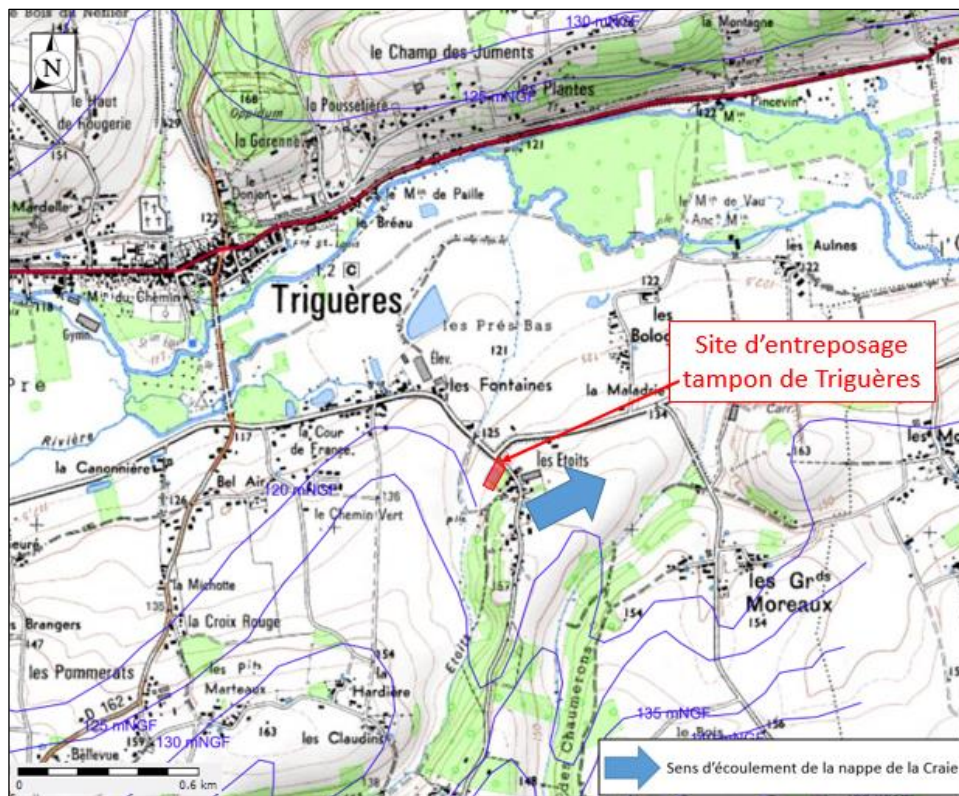


Figure 14 : Carte piézométrique de la nappe de la Craie du Gâtinais du droit du site d'entreposage tampon de Triguères (source : SIGES Seine-Normandie)

6.5.3.3. Risque de remontée de nappe

La carte ci-dessous, extraite du BRGM, indique que l'aléa de remontée de nappe souterraine existe au droit du site.

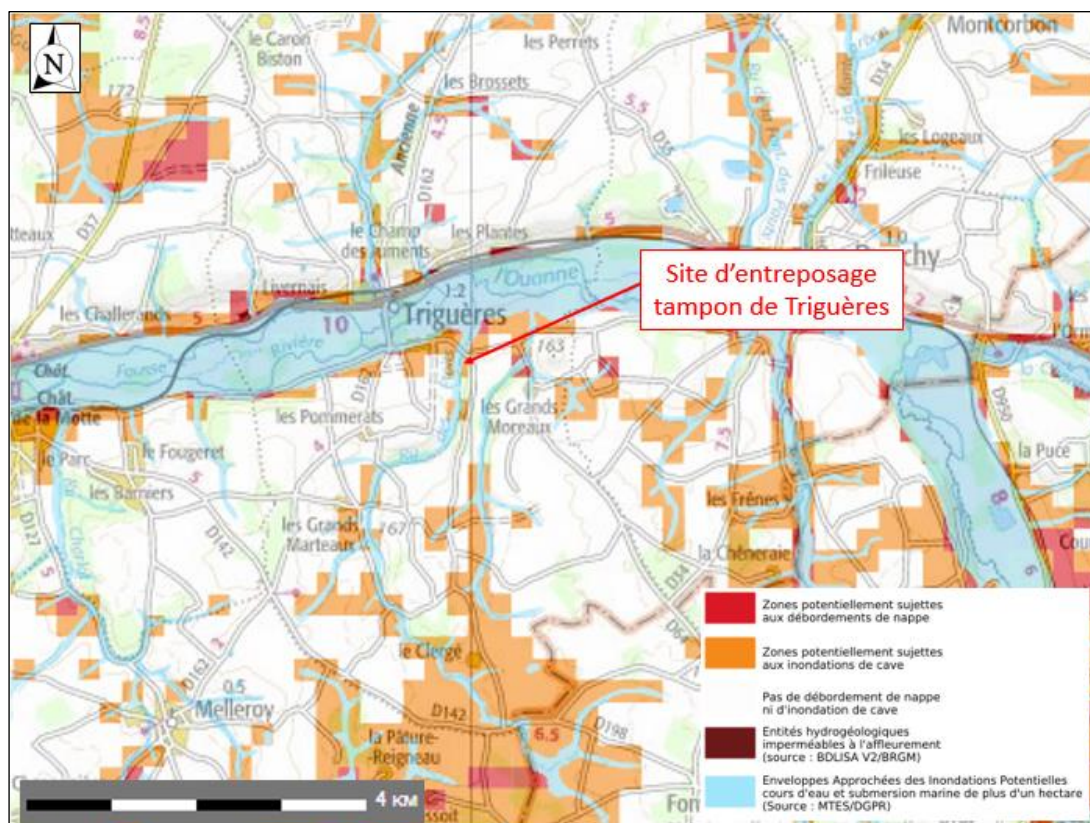


Figure 15 : Aléa de remontée de nappes souterraines (source : BRGM – Infoterre)

D'après la carte de remontée de nappe du BRGM, le site de Triguères est localisée sur une zone orange soit potentiellement sujette aux inondations de cave par remontée de nappe souterraine.

Néanmoins, le site n'est pas localisé en zone potentiellement sujette aux débordements de nappe.

7. RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES MINISTERIELLES APPLICABLES A L'INSTALLATION

L'installation doit respecter les dispositions réglementaires édictées dans l'arrêté ministériel ICPE du 06/06/2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [5].

Le tableau donné en Annexe 4 détaille les mesures prises sur l'installation existante pour assurer le respect de ces dispositions.

8. SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE LIEE A L'IMPLANTATION DU PROJET

Le site d'entreposage de Triguères n'est pas localisé :

- dans une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) de type I ou de type II,
- en zone de montagne,
- dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope,
- sur le territoire d'une commune littorale,
- dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional,
- sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit : les agglomérations les plus proches concernées sont Orléans et Auxerre,
- à l'intérieur du périmètre de protection d'un monument historique : le monument historique le plus proche, l'église de Triguères (site inscrit), est localisé à un peu plus d'1 km du site,
- à l'intérieur d'une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation,
- dans un site pollué ou sur des sols pollués³,
- dans une commune couverte par un Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRt)⁴,
- dans un périmètre de protection éloigné rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle d'après les informations de l'ARS Centre-Val-de-Loire,
- dans ou à proximité d'un site inscrit : le site inscrit le plus proche est celui de la vieille ville de Montargis, localisé à plus de 20 km au nord-ouest du site de Triguères,
- dans ou à proximité d'un site Natura 2000 :
 - la zone de protection spéciale (ZPS) au titre de la Directive Oiseaux⁵ la plus proche est celle de l'Etang de Galetas (FR2612008), localisée à environ 18 km au nord du site de Triguères,
 - la zone spéciale de conservation (ZSC) au titre de la Directive Habitats⁶ la plus proche est celle des Gîtes et habitats à chauve-souris en Bourgogne (FR2601012), localisé à environ 20 km au nord-est du site de Triguères ;
- dans ou à proximité d'un site classé : le site classé le plus proche, le château de Châtillon-Coligny et son parc, est localisé à plus de 15 km au sud-ouest du site d'entreposage tampon de Triguères.

Le site d'entreposage tampon de Triguères se trouve toutefois dans une **zone de répartition des eaux** au sens de l'article R.211-71 du code de l'environnement, ainsi que **sur le territoire de la commune de Triguères, concernée par le Plan de Prévention du Risque d'inondation (PPRi) de la vallée de l'Ouanne. Néanmoins, le site ne se trouve pas dans une zone d'aléa par débordement lent de cours d'eau ou de zonage réglementaire.**

Les cartes présentant la sensibilité environnementale liée à l'emplacement de l'installation sont disponibles en Annexe 5.

³ Base de données BASOL du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES)

⁴ D'après le site internet <http://www.georisques.gouv.fr/> du MTES

⁵ Directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009

⁶ Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992

9. EFFETS NOTABLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

9.1. Incidences potentielles de l'installation

9.1.1. Ressources

9.1.1.1. Prélèvements en eau

L'activité n'implique pas de consommation d'eau particulière, hormis pour le nettoyage des bassins une fois par an. Lors de ces opérations, c'est la société SUEZ RV OSIS SUD-EST mandatée par SANOFI qui se charge d'amener l'eau (environ 15 m³) qui est utilisée par le biais d'un jet haute pression. L'eau utilisée pour le nettoyage est ensuite pompée par la société et éliminée conformément aux dispositions en vigueur (STEP de Chalette-sur-Loing).

9.1.1.2. Drainages/modifications prévisibles des masses d'eau souterraines

L'installation n'implique aucun drainage ou de modification des masses d'eau souterraines.

9.1.1.3. Consommation de ressources matérielles

L'activité du site de Triguères n'implique pas la consommation d'autres ressources matérielles que de l'eau. De même, l'exploitation de l'installation n'est pas excédentaire en matériaux.

9.1.2. Milieu naturel

9.1.2.1. Perturbations, dégradations, destructions de la biodiversité et des continuités écologiques

L'installation se trouve à moins d'1 km de zones classées comme réservoirs de biodiversité. Néanmoins le site n'est pas localisé dans l'une d'entre elles, n'interrompt aucun corridor de biodiversité ou ne perturbe pas la continuité écologique.

Par ailleurs, la zone était au préalable de l'aménagement des bassins d'entreposage enherbés, et ne constituait pas une zone boisée ou humide.

L'installation n'est ainsi pas susceptible d'engendrer des perturbations, des dégradations, ou des destructions de la biodiversité existante.

Une carte présentant l'emplacement de l'installation vis-à-vis des réservoirs et des corridors de biodiversité, ainsi que des corridors écologiques est présentée en Annexe 5.

9.1.2.2. Incidences sur les espèces et habitats d'un site Natura 2000

L'installation d'entreposage tampon de Triguères n'est pas susceptible d'impacter un ou plusieurs sites Natura 2000, dans la mesure où le site le plus proche se trouve à environ 18 km de l'installation (cf. § 8 et carte en Annexe 5). Ainsi, aucune étude évaluation des incidences Natura 2000 n'est nécessaire dans le cadre du présent dossier d'enregistrement.

9.1.2.3. Incidences sur des zones à sensibilité particulière

L'installation se trouve dans une zone de répartition des eaux au sens de l'article R.211-71 du code de l'environnement (cf. § 8). Dans ce type de zones, tout prélèvement supérieur ou égal à 8 m³/h dans les eaux souterraines, les eaux de surface et leurs nappes d'accompagnement est soumis à autorisation, à l'exception :

- des prélèvements soumis à une convention relative au débit affecté (cf. article R.211-73 du code de l'environnement),
- des prélèvements inférieurs à 1000 m³/an réputés domestiques.

Néanmoins, aucun prélèvement n'est réalisé dans les eaux souterraines ou de surface dans le cadre de l'exploitation du site de Triguères.

9.1.2.4. Consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers

La parcelle sur laquelle se trouvent les bassins d'entreposage est utilisée pour cette activité depuis 2001, date d'aménagement du premier des deux bassins. La parcelle était auparavant une zone enherbée depuis les années 1960⁷ appartenant à M. DECHAMBRE.

L'activité n'engendre donc pas la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

9.1.3. Risques

9.1.3.1. Risques technologiques

La commune de Triguères, sur laquelle est localisée l'installation, n'est concernée par aucun PPRt d'après le site internet <http://www.georisques.gouv.fr/> du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES).

9.1.3.2. Risques naturels

La commune de Triguères est concernée par le Plan de Prévention du Risque d'inondation (PPRI) de la vallée de l'Ouanne.

Néanmoins, le site ne se trouve pas dans une zone d'aléa par débordement lent de cours d'eau ou de zonage réglementaire (cf. carte en Annexe 5).

9.1.3.3. Risques sanitaires

L'installation d'entreposage d'effluents azotés n'engendre pas de risque sanitaire particulier.

9.1.4. Nuisances

9.1.4.1. Trafic

Le trafic engendré par l'activité reste très faible, et représente un maximum de 6 camions par jour en période d'épandage autorisé.

⁷ D'après les photographies aériennes prises par l'IGN et consultables sur le site : <http://remonterletemps.ign.fr>

9.1.4.2. Bruit et nuisances sonores

L'activité du site n'est pas génératrice de bruit hormis du fait de la circulation des camions citernes provenant du site de SANOFI, et des automoteurs en période d'épandage (trafic maximum de 6 camions par jour en période d'épandage autorisé).

Par ailleurs le dépotage des camions se fait par gravité, et ne nécessite donc pas d'utilisation de pompe.

Le site fonctionne entre 7h et 19h, donc ne génère aucun bruit la nuit. Le voisinage dans un rayon de 75 m de l'installation est par ailleurs la propriété de M. DECHAMBRE.

9.1.4.3. Odeurs

Les bassins d'entreposage ne sont pas, du fait des caractéristiques des effluents stockés, générateurs d'odeurs particulières. Ils sont vidés lors des périodes d'épandage, et ne sont donc pas souvent remplis. Ils sont nettoyés tous les ans en fin de période d'épandage (mois d'août).

9.1.4.4. Vibrations

L'activité du site n'est pas génératrice de vibrations hormis du fait de la circulation des camions citernes provenant du site de SANOFI, et des automoteurs en période d'épandage (trafic maximum de 6 camions par jour en période d'épandage autorisé). Celles-ci sont également limitées à la journée (aucune activité entre 19h et 7h).

9.1.4.5. Emissions lumineuses

L'activité du site d'entreposage tampon des effluents azotés de Triguères n'entraîne aucune émission lumineuse particulière, du fait de l'absence d'éclairage des bassins tampons et de l'absence d'activité la nuit (le site fonctionne entre 7h et 19 h).

9.1.5. Emissions

9.1.5.1. Rejets atmosphériques

Le site d'entreposage de Triguères n'est pas générateur d'émissions atmosphériques particulières.

9.1.5.2. Rejets liquides

L'activité du site de Triguères n'implique pas de rejets liquides.

9.1.5.3. Effluents

Les seuls effluents générés par l'activité du site sont issus du nettoyage des bassins une fois par an. Lors de ces opérations, une citerne routière est remplie d'eau (environ 15 m³) puis vidée directement dans les bassins. L'eau utilisée pour le nettoyage est ensuite pompée par la société et éliminée conformément aux dispositions en vigueur (STEP de Chalette-sur-Loing).

9.1.6. Déchets

L'activité du site n'est pas génératrice de déchets non dangereux, inertes ou dangereux. Aucun déchet particulier n'est généré par cette activité.

9.1.7. Patrimoine/Cadre de vie/Population

9.1.7.1. Patrimoine architectural/culturel/archéologique/paysager

Le site de Triguères n'est pas susceptible d'avoir un impact sur le patrimoine culturel, dans la mesure où il ne se trouve pas à proximité d'un monument historique, d'un site inscrit ou d'un site classé.

Par ailleurs, la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) la plus proche est constituée par la vieille ville de Château Renard, localisée à environ 5 km du site d'entreposage de Triguères. Ainsi, l'installation n'a pas d'impact sur le patrimoine architectural ou paysager.

En ce qui concerne le patrimoine archéologique, la commune de Triguères est identifiée comme zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA) (agglomération secondaire gallo-romaine). Ce classement, prévu par le code du patrimoine, n'est pas une servitude d'urbanisme. L'Etat a simplement la possibilité de formuler, dans un arrêté, une prescription de diagnostic archéologique, de fouille archéologique ou d'indication de modification de la consistance du projet dans les délais fixés par la loi.

Une carte présentant la sensibilité liée à l'implantation de l'installation vis-à-vis du patrimoine archéologique est disponible en Annexe 5.

9.1.7.2. Activités humaines et usage des sols

L'installation d'entreposage est en fonctionnement depuis l'aménagement du premier bassin en 2001. L'activité n'a pas engendré de modification des activités humaines pratiquées : au contraire, elle a permis de favoriser l'agriculture locale tout en permettant la valorisation d'effluents provenant d'un site industriel.

Avant l'aménagement du premier bassin, la parcelle était une zone enherbée à partir des années 1960 (cf. § 9.1.2.4).

9.2. Incidences cumulées et transfrontalières

Un seul site industriel se trouve à moins de 2 km de l'installation d'entreposage tampon de Triguères. Il s'agit d'une carrière de calcaire marneux, exploitée au lieu-dit « La Poussetière » par la société BARDAT, localisée à environ 1 km au nord-ouest.

Etant donné l'éloignement de ce site et l'activité pratiquée, les deux installations ne présentent pas d'incidences cumulées sur l'environnement.

Par ailleurs :

- aucun projet en cours n'est susceptible d'engendrer des incidences cumulées avec le site de Triguères⁸,
- aucune incidence transfrontalière n'est attendue considérant la localisation de l'installation.

9.3. Mesures d'évitement et de réduction

Aucune incidence notable sur les ressources, le milieu naturel, les risques, les nuisances, les émissions, les déchets, le patrimoine, le cadre de vie et la population locale n'est induite par l'installation.

L'installation étant existante depuis 2001 [10], les précautions et mesures nécessaires pour éviter tout effet notable ou nuisance particulière ont déjà été prises. A ce jour, aucune plainte n'a été déposée pour une nuisance particulière.

⁸ D'après le site internet du CGEDD (Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable)
<http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/les-avis-deliberes-de-l-autorite-environnementale-a331.html>

10. COMPATIBILITE DE L'INSTALLATION AVEC LES DIFFERENTS PLANS APPLICABLES

10.1. Compatibilité de l'usage des sols avec le document d'urbanisme opposable

La commune de Triguères possède un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 6 mars 2008 et révisé le 29 janvier 2014.

Selon le plan de zonage du PLU, dont un extrait est présenté sur la Figure 16, l'installation d'entrepôt tampon de Triguères est localisée en Zone A, soit une zone ayant vocation à accueillir des parcelles agricoles et tous types d'installations et de constructions participant à l'exploitation agricole.

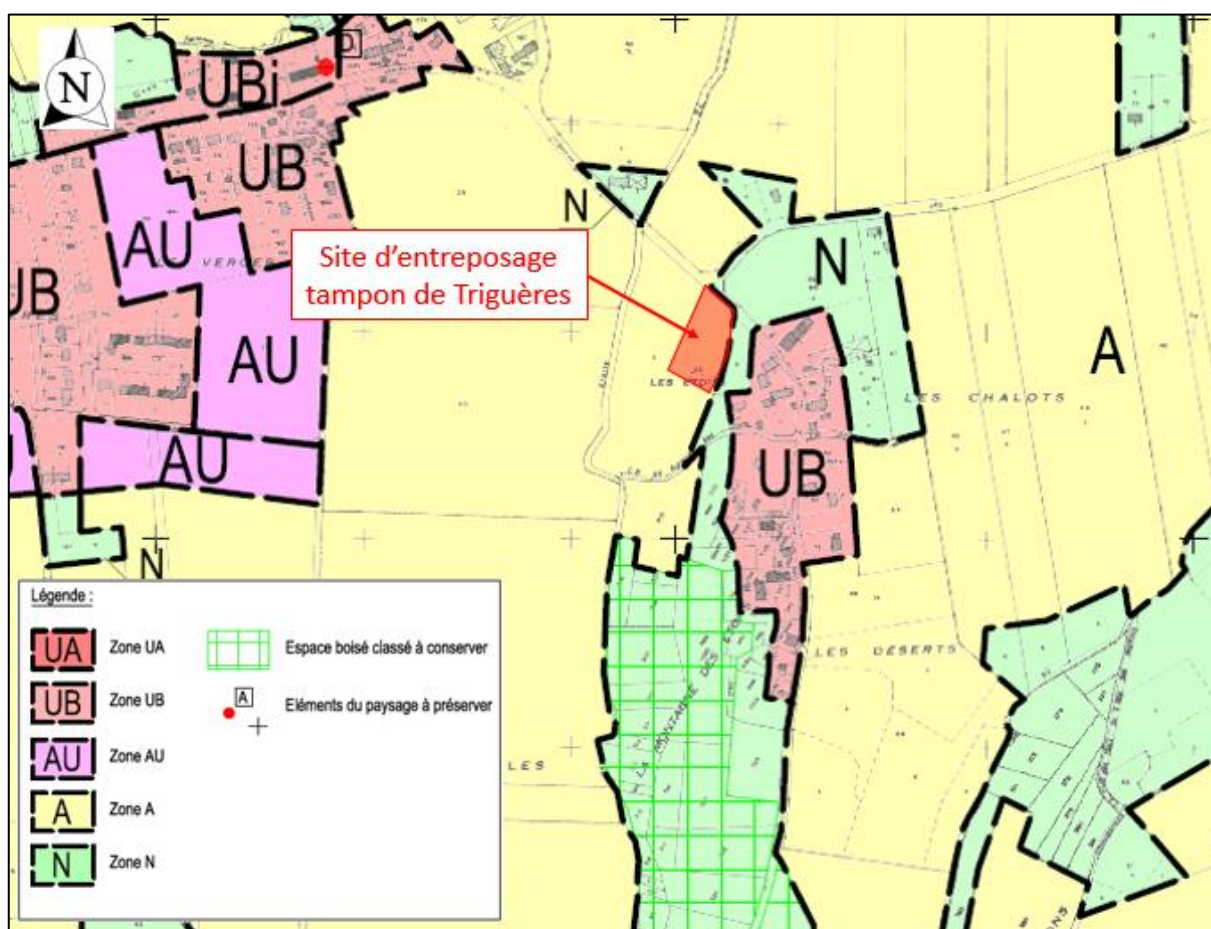


Figure 16 : Extrait du plan de zonage du PLU de Triguères (source : site officiel de la mairie de Triguères - <http://www.triguères.fr>)

L'analyse de la compatibilité de l'usage du site avec le règlement d'urbanisme de la zone A du PLU de la commune de Triguères est présentée dans le Tableau 5 ci-après. Le règlement associé est donné en Annexe 6.

Article du règlement	Thématique de l'article	Compatibilité
Article A1	Occupations et utilisations du sol interdites	L'installation d'entreposage tampon de Triguères a pour objet de permettre le stockage des effluents azotés provenant du site SANOFI d'Amilly hors des périodes d'épandage autorisé et lorsque les conditions climatiques ne permettent pas l'épandage. Ainsi, ces installations sont des installations de stockage divers nécessaires à l'exploitation agricole, et font donc partie des occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières.
Article A2	Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières	
Article A3	Accès et voirie	L'installation est accessible depuis une voie communale. Son exploitation n'entrave pas la circulation des engins de lutte contre l'incendie et ne présente pas de risque particulier pour la sécurité des usagers de cette voie publique.
Article A4	Desserte par les réseaux	La parcelle sur laquelle se trouvent les bassins est équipée de deux puisards étanches en partie basse permettant de récupérer les éventuelles fuites au niveau de chaque bassin et ainsi de contrôler l'étanchéité des bassins. Ces puisards ne sont pas reliés au réseau d'évacuation des eaux pluviales de la commune.
Article A5	Caractéristiques des terrains	NC ⁹
Article A6	Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Les bassins sont implantés à plus de 20 m de la voie d'accès communale.
Article A7	Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Les bassins sont implantés à plus de 5 m des limites séparatives (avec une zone N – naturelle).
Article A10	Hauteur des constructions	NC
Article A11	Aspects extérieurs	La hauteur des clôtures entourant l'installation est de 2 mètres.
Article A12	Stationnement	Le stationnement des camions citernes est assuré sur le terrain de la parcelle lors des opérations de dépotages. Les automoteurs sont stationnés sur l'installation ou d'autres terrains appartenant à M. DECHAMBRE.
Article A13	Espaces libres et plantations	Aucun espace libre ne subsiste entre la clôture et la voie communale. Les bords des bassins ne sont pas plantés mais sont bien entretenus (tonte régulière).

Tableau 5 : Analyse de la compatibilité de l'usage des sols avec le règlement de la zone A du PLU de Triguères

⁹ NC = Non Concerné

L'usage des sols induit par l'exploitation de l'installation d'entreposage tampon des effluents azotés de Triguères est donc compatible avec les dispositions d'urbanisme applicables à sa zone d'implantation.

10.2. Compatibilité de l'installation avec les plans de gestion des déchets applicables

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la région Centre-Val-de-Loire est actuellement en cours d'élaboration. Il sera disponible à la mi-2019. La région ne dispose actuellement d'aucun plan de gestion des déchets non dangereux non inertes.

Néanmoins, le département du Loiret possède un Plan d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA) approuvé le 15 avril 2011.

Celui-ci a pour priorités la réduction à la source et la prévention des déchets, ainsi que l'amélioration des performances des collectes séparatives et de la valorisation des déchets. Ces priorités sont déclinées en divers objectifs visant :

- ❑ la réduction quantitative des déchets et réduction de leur toxicité,
- ❑ d'amélioration des performances des collectes sélectives,
- ❑ d'amélioration de la valorisation des déchets collectés,
- ❑ d'optimisation de la valorisation énergétique dans le département.

Il est précisé au § 3.9.1 du PEDMA que « les déchets industriels banals non collectés par le service public sont hors de la portée juridique du plan. [...] Le Plan énonce des recommandations [...] ». »

Néanmoins, considérant que l'activité objet de la présente demande d'enregistrement représente un potentiel de valorisation d'effluents industriels pour l'agriculture depuis 1988, la compatibilité aux principaux objectifs du PEDMA est assurée.

10.3. Programme d'actions national et régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Les effluents azotés produits par l'usine SANOFI d'Amilly par le biais du procédé de fabrication de la DL Lysine 50% font partie des déchets et effluents visés par les programmes d'actions régional [15] et national [16] pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Ils sont classés comme des fertilisants azotés de type III : fertilisants azotés minéraux et uréiques de synthèse y compris en fertirrigation.

Les exigences de ces programmes sont respectées dans la mesure où l'épandage est réalisé strictement dans le respect des directives du plan d'épandage actuellement en vigueur (datant de 2006), en cours de révision. Par ailleurs, le nouveau plan d'épandage, qui intégrera les exigences de ces programmes, sera respecté dès sa mise en œuvre.

10.4. SDAGE Seine-Normandie

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) a été adopté le 5 novembre 2015 pour la période 2016-2021. Celui-ci compte 44 orientations et 191 dispositions organisés en plusieurs défis thématiques (diminution des pollutions ponctuelles et diffuses, prévention du risques d'inondation, restauration des milieux aquatiques, etc.).

L'analyse de la compatibilité de l'installation de stockage tampon de Triguères et les dispositions du SDAGE est disponible en Annexe 3.

Le SDAGE est décliné à l'échelle du bassin Seine-Normandie en schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE). A une échelle plus locale, les SAGE visent à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques.

Néanmoins, le territoire d'implantation du site de stockage tampon de Triguères ne dispose d'aucun SAGE.

11. USAGE FUTUR DU SITE

Le bail de 2001 (réf. [8]) précise que :

« A l'expiration du bail, de quelque manière que le bail prenne fin, le BAILLEUR pourra :

- soit conserver les aménagements réalisés sans indemnité ;
- soit demander au PRENEUR la remise en état du terrain. Dans ce cas le PRENEUR aura la charge, et à ses frais exclusifs, du démontage des installations, de l'enlèvement des infrastructures et la remise en état du sol dans sa configuration primitive, en réalisant tous les travaux de dépollution et de décontamination du site. ».

Il est prévu que le terrain reprenne son usage originel, et redevienne une zone enherbée à l'arrêt définitif de l'exploitation de l'installation.

L'avis du propriétaire du terrain, M. Jean-Michel DECHAMBRE, ainsi que l'avis du maire de Triguères concernant la remise en état prévue du terrain sont disponibles en Annexes 8 et 9.

ANNEXE 1 **TABEAU DE REGLAGE DU VOLUME** **D'EFFLUENTS AZOTES A EPANDRE – SOCIETE** **DECHAMBRE**

TABLEAU DE REGLAGE : EPANDAGE SANOFI

Voir pression manomètre : Tonne

DOSAGE	KM/H
4 M3	8,5
4,5 M3	8
5 M3	7,8
5,5 M3	7,4
6 M3	7
6,5 M3	6,5
7,2 M3	6
8 M3	5
8,5 M3	4,5
9 M3	4,2
9,5 M3	4
10 M3	3,5

pour connaître le nombre d'unité quand on connaît la dose/ha et la concentration on multiplie la dose/ha X la concentration
ex dose ha de 2,84 et concentration de 16 soit dose N = 2,84X16 soit 45unité d'azote

Voir pression manomètre, si nous descendons de 0,5 Kg, la quantité Ha diminue de 30%.

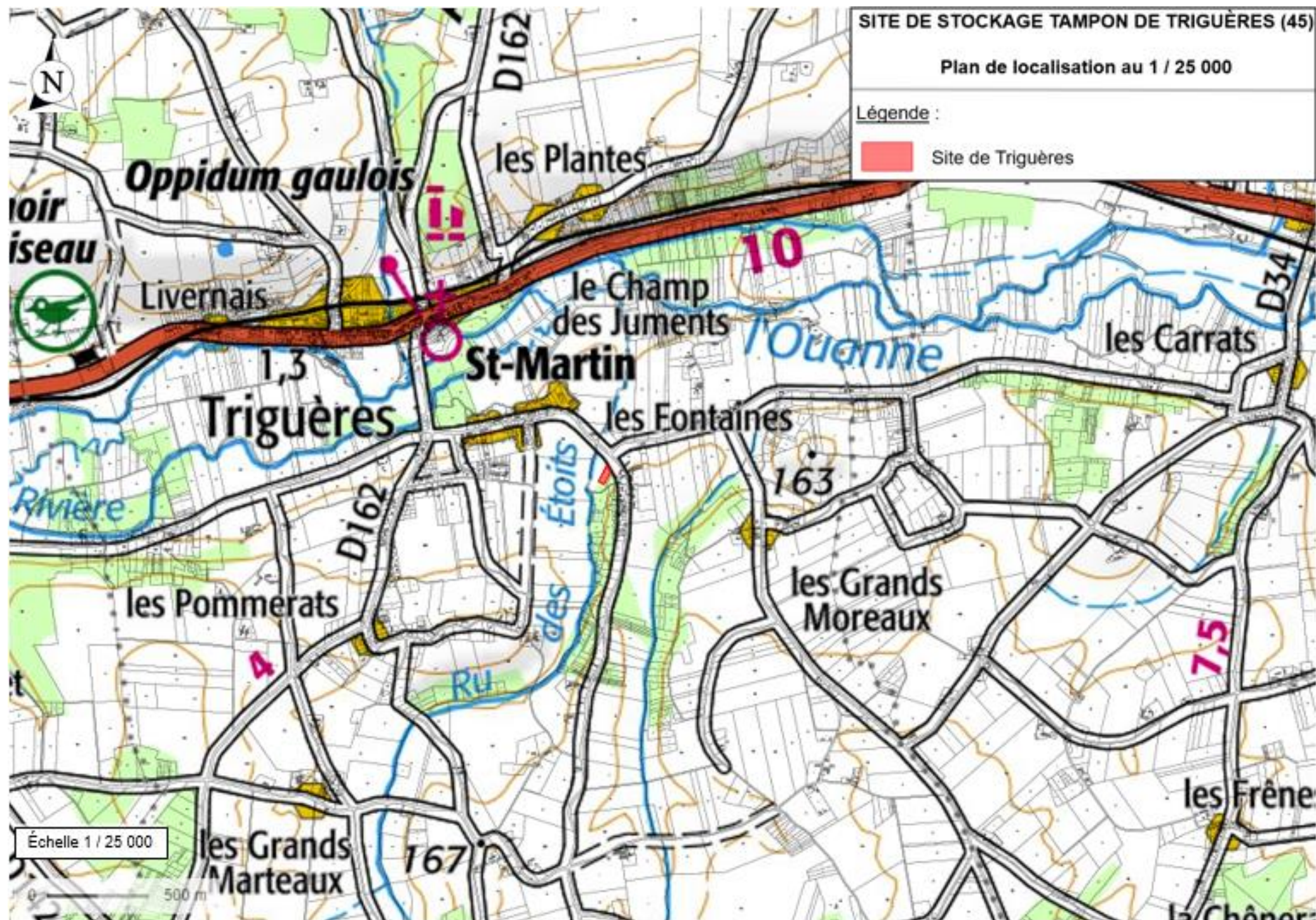
DOSE DEMANDEE CONCENTRATION	120 N/Ha	110 N/Ha	100 N/Ha	90 N/Ha	80 N/Ha	70 N/Ha	60 N/Ha	50 N/Ha	40 N/Ha
20000	6 M3	5,5 M3	5 M3	4,5 M3	4 M3	3,5 M3	3 M3	2,5 M3	2 M3
19000	6,3 M3	6 M3	5,26 M3	4,7 M3	4,32 M3	3,7 M3	3,15 M3	2,63 M3	2,1 M3
18000	6,8 M3	6,2 M3	5,55 M3	5 M3	4,4 M3	3,9 M3	3,3 M3	2,8 M3	2,2 M3
17000	7 M3	6,5 M3	5,88 M3	5,3	4,7 M3	4,1 M3	3,5 M3	3 M3	2,35 M3
16000	7,5 M3	7 M3	6,25 M3	5,6 M3	5 M3	4,4 M3	3,75 M3	3,15 M3	2,5 M3
15000	8 M3	7,3 M3	6,66 M3	6 M3	5,4 M3	4,7 M3	4 M3	3,4 M3	2,7 M3
14000	8,5 M3	7,8 M3	7,15 M3	6,4 M3	5,7 M3	5 M3	4,3 M3	3,6 M3	2,85 M3
13000	9,2 M3	8,5 M3	7,7 M3	6,9 M3	6,15 M3	5,4 M3	4,6 M3	3,8 M3	3 M3
12000	10 M3	9,1 M3	8,33 M3	7,5 M3	6,7 M3	5,8 M3	5 M3	4,2 M3	3,4 M3
11000	11 M3	10 M3	9 M3	8,18 M3	7,3 M3	6,4 M3	5,5 M3	4,6 M3	3,7 M3
10000	12 M3	11 M3	10 M3	9 M3	8 M3	7 M3	6 M3	5 M3	4 M3
9000	13,5 M3	12 M3	11 M3	10 M3	9 M3	7,8 M3	6,7 M3	5,5 M3	4,5 M3
8000	15 M3	13,7 M3	12,5 M3	11,25 M3	10 M3	8,7 M3	7,5 M3	6,25 M3	5 M3

ANNEXE 2 PLANS ET CARTES REGLEMENTAIRES

Nota : Cette annexe comprend l'ensemble des plans et des cartes faisant partie des pièces obligatoires à joindre à la demande d'enregistrement.

Il s'agit :

- d'une carte à l'échelle 1/25 000 présentant l'emplacement de l'installation de stockage tampon des effluents azotés,
- d'un plan à l'échelle 1/1 500 présentant les abords de l'installation jusqu'à une distance de 100 mètres,
- d'un plan d'ensemble à l'échelle 1/500 jusqu'à 35 mètres de l'installation indiquant l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé des réseaux enterrés, des canaux, des plans d'eau et cours d'eau.





SITE DE STOCKAGE TAMPON DE TRIGUÈRES (45)

Plan des abords de l'installation au 1 / 1 500

Légende :



Site de Triguères





Échelle 1 / 1 500

0 50 m



Légende

-  Réseau AEP
-  Clôture

*Entreprise de
travaux agricoles
(DECHAMBRE)*

95

*Terrain enherbé
(DECHAMBRE)*

32

*Habitations
(DECHAMBRE)*

96

les Étoits

33

Échelle 1 : 500

0 20 m

ANNEXE 3 COMPATIBILITE DE L'INSTALLATION AVEC LE SDAGE SEINE-NORMANDIE

DEFI	ORIENTATION	DISPOSITION	COMPATIBILITE	COMMENTAIRE
1. Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques	1. Poursuivre la réduction des apports ponctuels de temps sec des matières polluantes classiques dans les milieux tout en veillant à pérenniser la dépollution existante	Adapter les rejets issus des collectivités des industriels et des exploitations agricoles du milieu récepteur	Compatible	L'installation d'entreposage tampon de Triguères a pour objet de participer à la fois à la valorisation d'effluents industriels et à l'appui de la filière agricole. Son exploitation permet d'éviter le rejet d'effluents azotés vers les réseaux d'assainissement.
		Maintenir le bon fonctionnement du patrimoine existant des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au regard des objectifs de bon état, des objectifs assignés aux zones protégées et des exigences réglementaires	Compatible	L'installation d'entreposage tampon de Triguères a pour objet de participer à la fois à la valorisation d'effluents industriels et à l'appui de la filière agricole. Son exploitation permet d'éviter le rejet d'effluents azotés vers les réseaux d'assainissement.
		Traiter et valoriser les boues des systèmes d'assainissement	-	Non concerné
		Limiter l'impact des infiltrations en nappes	Compatible	Les effluents azotés provenant de l'usine SANOFI d'Amilly sont épandus conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du site, dans le respect des périodes d'épandage autorisées, des types de cultures et de la localisation des installations sensibles (type captages pour l'alimentation en eau potable (AEP)). Les bassins d'entreposage du site de Triguères, destinés à recevoir les effluents hors des périodes d'épandage autorisé, sont étanches. Les dispositifs d'étanchéité sont nettoyés et contrôlés chaque année, et font l'objet de réparations si nécessaires.
		Valoriser le potentiel énergétique de l'assainissement	-	Non concerné
		Améliorer la collecte des eaux usées de temps sec par les réseaux d'assainissement	-	Non concerné
		Limiter la création de petites agglomérations d'assainissement et maîtriser les pollutions ponctuelles dispersées de l'assainissement non collectif	-	Non concerné
	2. Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain	Renforcer la prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme	-	Non concerné
		Réduire les volumes collectés par temps de pluie	-	Non concerné
		Optimiser le système d'assainissement et le système de gestion des eaux pluviales pour réduire les déversements par temps de pluie	-	Non concerné
		Prévoir, en absence de solution alternative, le traitement des rejets urbains de temps de pluie dégradant la qualité du milieu récepteur	-	Non concerné
2. Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques	3. Diminuer la pression polluante par les fertilisants (nitrates et phosphore) en élevant le niveau d'application des bonnes pratiques agricoles	Prendre en compte l'eutrophisation marine dans la délimitation des zones vulnérables	-	Les effluents épandus sont sous la forme ammoniacale (NH_4^+) et non nitrate (NO_3^-).
		Réduire la pression de fertilisation dans les zones vulnérables	-	Les effluents épandus sont sous la forme ammoniacale (NH_4^+) et non nitrate (NO_3^-).
		Optimiser la couverture des sols en automne pour atteindre les objectifs environnementaux du SDAGE	-	Non concerné
		Maîtriser les apports de phosphore en amont des masses d'eau de surface eutrophisées ou menacées d'eutrophisation	-	Non concerné
	4. Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques	Protéger les milieux aquatiques des pollutions par le maintien de la ripisylve naturelle ou la mise en place de zones tampons	-	Non concerné

DEFI	ORIENTATION	DISPOSITION	COMPATIBILITE	COMMENTAIRE
2. Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques	4. Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques	Maîtriser le ruissellement et l'érosion en amont des masses d'eau altérées par ces phénomènes	-	Non concerné
		Conserver et développer les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements	-	Non concerné
		Maintenir et développer les surfaces en herbe existantes (prairies temporaires ou permanentes)	-	Non concerné
		Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques	Compatible	Les bassins sont équipés par un réseau de drainage des eaux pluviales relié à deux puits.
	5. Limiter les risques micro-biologiques, chimiques et biologiques d'origine agricole en amont proche des « zones protégées » à contraintes sanitaires	Maîtriser l'accès du bétail aux abords des cours d'eau et points d'eau dans ces zones sensibles aux risques microbiologiques, chimiques et biologiques	-	Non concerné
		Limiter les risques d'entraînement des contaminants microbiologiques par ruissellement hors des parcelles	-	Non concerné
3. Diminuer les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants	6. Identifier les sources et parts respectives des émetteurs et améliorer la connaissance des micropolluants	Améliorer la connaissance des pollutions par les micropolluants pour orienter les actions à mettre en place	-	Non concerné
	7. Adapter les mesures administratives pour mettre en œuvre des moyens permettant d'atteindre les objectifs de suppression ou de réduction des rejets micropolluants pour atteindre le bon état des masses d'eau	Adapter les actes administratifs en matière de rejets de micropolluants	-	Non concerné
		Intégrer dans les autres programmes et décisions pris dans le domaine de l'eau les objectifs de réduction des micropolluants ainsi que les objectifs spécifiques du littoral et ceux des programmes d'actions adoptés sur les aires d'alimentation de captage (AAC)	-	Non concerné
		Intégrer dans les documents professionnels les objectifs de réduction des micropolluants ainsi que les objectifs spécifiques des aires d'alimentation de captage (AAC) et du littoral	-	Non concerné
	8. Promouvoir les actions à la source de réduction ou suppression des rejets de micropolluants	Responsabiliser les utilisateurs de micropolluants (activités économiques, unions professionnelles, agriculteurs, collectivités, associations, groupements et particuliers...)	-	Non concerné
		Mettre en œuvre prioritairement la réduction à la source des rejets de micropolluants	Compatible	Les effluents épandus sont caractérisés régulièrement pour vérifier qu'ils ne contiennent pas de micropolluants.
		Poursuivre les actions vis-à-vis des effluents concentrés toxiques produits en petites quantités par des sources dispersées et favoriser leur recyclage	-	Non concerné
		Réduire le recours aux pesticides en agissant sur les pratiques	-	Non concerné
		Maîtriser les usages des micropolluants dans les aires d'alimentation des captages (AAC)	-	Non concerné
	9. Soutenir les actions palliatives contribuant à la réduction des flux de micropolluants vers les milieux aquatiques	Soutenir les actions palliatives contribuant à la réduction des flux de micropolluants vers les milieux aquatiques	-	Non concerné

DEFI	ORIENTATION	DISPOSITION	COMPATIBILITE	COMMENTAIRE
4. Protéger et restaurer la mer et le littoral	10. Réduire les apports en excès de nutriments (azote et phosphore) pour limiter les phénomènes d'eutrophisation littorale et marine	Identifier les bassins prioritaires, contribuant de manière significative aux phénomènes d'eutrophisation	-	Non concerné
		Agir sur les bassins en « vigilance nutriments » pour prévenir tout risque d'extension des phénomènes d'eutrophisation aux zones encore préservées	-	Non concerné
		Renforcer la réduction des apports de nutriments dans les bassins prioritaires	-	Non concerné
		Agir sur les bassins à enjeux « Macroalgues opportunistes » pour réduire les flux d'azote à la mer	-	Non concerné
		Agir sur les bassins à enjeux « phytoplancton et macroalgues opportunistes »	-	Non concerné
		Agir sur les bassins à « enjeux locaux d'eutrophisation »	-	Non concerné
	11. Limiter ou supprimer les rejets directs de micropolluants au sein des installations portuaires	Recommander pour chaque port un plan de gestion environnementale	-	Non concerné
		Réduire ou éliminer à la source les pollutions chroniques ou accidentelles provenant des installations portuaires ou transitant par elles	-	Non concerné
	12. Limiter ou réduire les rejets directs en mer de micropolluants et ceux en provenance des opérations de dragage et de clapage	Favoriser la mise en œuvre de schémas d'orientation territorialisés des opérations de dragage en mer et des filières de gestion des sédiments évolutifs et adaptés aux besoins locaux	-	Non concerné
		Limiter l'impact des opérations de dragage/ clapage sur les milieux marins	-	Non concerné
		Limiter ou supprimer certains rejets en mer	-	Non concerné
	13. Réduire les risques sanitaires liés aux pollutions dans les zones protégées (baignades, conchylicoles et de pêche à pied)	Réaliser des profils de vulnérabilité des zones de baignade en eau de mer (et en eau douce), zone conchylicoles et de pêche à pied de bivalves	-	Non concerné
		Faire évoluer les profils et évaluer les actions au fil d'une mise à jour des connaissances	-	Non concerné
		Identifier et programmer les travaux limitant la pollution microbiologique, chimique et biologique à impact sanitaire	-	Non concerné
		Sensibiliser les usagers à la qualité des branchements ou de leur assainissement individuel et à la toxicité de leurs rejets domestiques	-	Non concerné
	14. Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques littoraux et marins ainsi que la biodiversité	Limiter l'impact des travaux, aménagements et activités sur le littoral et le milieu marin	-	Non concerné
		Limiter le colmatage des fonds marins sensibles	-	Non concerné
		Réduire les quantités de macro et micro déchets en mer et sur le littoral afin de limiter leur impact sur les habitats et les espèces	-	Non concerné
	15. Promouvoir une stratégie intégrée du trait de côte	Développer une planification de la gestion du trait de côte prenant en compte les enjeux de biodiversité, de patrimoine et de changement climatique	-	Non concerné
5. Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future	16. Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions diffuses	Classer les points de prélèvement en eau potable en fonction de la qualité de l'eau brute	-	Non concerné (concerne les pouvoirs publics)

DEFI	ORIENTATION	DISPOSITION	COMPATIBILITE	COMMENTAIRE
5. Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future	16. Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions diffuses	Définir et diagnostiquer les aires d'alimentation des captages	-	Non concerné
		Mettre en œuvre un programme d'action adapté pour protéger ou reconquérir la qualité de l'eau captée pour l'alimentation en eau potable	-	Non concerné
		Protéger la ressource par des programmes de maîtrise d'usage des sols en priorité dans les périmètres de protection réglementaire et les zones les plus sensibles des aires d'alimentation de captages	-	Non concerné
		Protéger les zones protégées destinées à l'alimentation en eau potable pour le futur	-	Non concerné
	17. Protéger les captages d'eau de surface destinée à la consommation humaine contre les pollutions	Mettre en œuvre des périmètres de protection des prises d'eau pour l'alimentation en eau potable	-	Non concerné
		Encadrer les rejets ponctuels dans les périmètres rapprochés de captages	-	Non concerné
		Prendre en compte les eaux de ruissellement pour protéger l'eau captée pour l'alimentation en eau potable	-	Non concerné
6. Protéger et restaurer les milieux aquatiques humides	18. Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité	Eviter, réduire, compenser les impacts des projets sur les milieux aquatiques continentaux	Compatible	Le projet avait fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation en 2006 (actualisé en 2008). Les impacts du projet avaient été étudiés.
		Entretenir les milieux aquatiques et humides de façon à favoriser leurs fonctionnalités, préserver leurs habitats et leur biodiversité	-	Non concerné (concerne les pouvoirs publics)
		Restaurer et renaturer les milieux dégradés, les masses d'eau fortement modifiées ou artificielles	-	Non concerné
		Délimiter et cartographier les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral	-	Non concerné
		Préserver et restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral	-	Non concerné
		Préserver, restaurer et entretenir la fonctionnalité des milieux aquatiques particulièrement dans les zones de frayères	-	Non concerné
		Préserver les espaces à haute valeur patrimoniale et environnementale	-	Non concerné
		Identifier et protéger les forêts alluviales	-	Non concerné
	19. Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau	Décloisonner les cours d'eau pour restaurer certains traits hydromorphologiques, contribuer à l'atteinte du bon état écologique, et améliorer la continuité écologique	-	Non concerné (concerne les pouvoirs publics)
		Supprimer ou aménager les ouvrages à marée des cours d'eau côtiers pour améliorer la continuité écologique	-	Non concerné
		Aménager les prises d'eau des turbines hydroélectriques pour assurer la dévalaison et limiter les dommages sur les espèces migratrices	-	Non concerné
		Diagnostiquer et établir un programme de restauration de la continuité dans les SAGE	-	Non concerné
		Favoriser la diversité des habitats par des connexions transversales	-	Non concerné
		Informar, former et sensibiliser sur le rétablissement de la continuité écologique	-	Non concerné

DEFI	ORIENTATION	DISPOSITION	COMPATIBILITE	COMMENTAIRE
6. Protéger et restaurer les milieux aquatiques humides	20. Concilier la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et l'atteinte du bon état	Concilier le transport par voie d'eau, la production hydroélectrique et le bon état	-	Non concerné (concerne les pouvoirs publics)
	21. Gérer les ressources vivantes en assurant la sauvegarde des espèces	Etablir et mettre en œuvre des plans de gestion piscicole à une échelle pertinente	-	Non concerné
		Promouvoir une gestion patrimoniale naturelle basée sur les milieux et non pas sur les peuplements piscicoles	-	Non concerné
		Gérer les ressources marines	-	Non concerné
		Réviser les catégories piscicoles des cours d'eau selon leur état fonctionnel	-	Non concerné
		Assurer la circulation des migrateurs amphihalins entre les milieux aquatiques continentaux et marins et le maintien de leur capacité d'accueil	-	Non concerné
		Améliorer la connaissance des migrateurs amphihalins en milieux aquatiques continentaux et marins	-	Non concerné
		Veiller à la préservation des stocks de poissons migrateurs amphihalins entre les milieux aquatiques continentaux et marins	-	Non concerné
		Intégrer les dispositions du plan de gestion des poissons migrateurs du bassin SN dans les SAGE	-	Non concerné
	22. Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	Eviter, réduire et compenser l'impact des projets sur les zones humides	-	Non concerné (le projet n'est pas localisé au droit d'une zone humide)
		Veiller à la cohérence des aides publiques en zones humides	-	Non concerné
		Cartographier et caractériser les zones humides dans un objectif de connaissance et de gestion	-	Non concerné
		Protéger les zones humides par les documents d'urbanisme	-	Non concerné
		Préserver la fonctionnalité des zones humides	-	Non concerné
		Limiter et justifier les prélèvements dans les nappes et cours d'eau alimentant une zone humide	-	Non concerné
		Etablir un plan de reconquête des zones humides	-	Non concerné
		Informar, former et sensibiliser sur les zones humides	-	Non concerné
	23. Lutter contre la faune et la flore exotiques envahissantes	Mettre en place un dispositif de surveillance des espèces exotiques envahissantes	-	Non concerné
		Définir et mettre en œuvre une stratégie d'intervention pour limiter les espèces exotiques envahissantes	-	Non concerné
		Eviter l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes par les activités humaines	-	Non concerné
		Intégrer la problématique des espèces exotiques envahissantes dans les SAGE, les contrats, les autres documents de programmation et de gestion	-	Non concerné
	24. Eviter, réduire, compenser l'incidence de l'extraction de matériaux sur l'eau et les milieux aquatiques	Zoner les contraintes liées à l'exploitation des carrières ayant des incidences sur l'eau, les milieux aquatiques et zones humides	-	Non concerné

DEFI	ORIENTATION	DISPOSITION	COMPATIBILITE	COMMENTAIRE
6. Protéger et restaurer les milieux aquatiques humides	24. Eviter, réduire, compenser l'incidence de l'extraction de matériaux sur l'eau et les milieux aquatiques	Evaluer l'incidence des projets d'exploitation de matériaux sur le bon fonctionnement des milieux aquatiques continentaux et des zones humides	-	Non concerné
		Définir les zonages, les conditions d'implantation de carrières compatibles avec tous les usages dans les SAGE et les schémas des carrières	-	Non concerné
		Evaluer l'impact de l'ouverture des carrières vis-à-vis des inondations et de l'alimentation en eau potable	-	Non concerné
		Prévoir le réaménagement cohérent des carrières par vallée	-	Non concerné
		Réaménager les carrières	-	Non concerné
		Gérer dans le temps les carrières réaménagées	-	Non concerné
		Développer les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires	-	Non concerné
		Planifier globalement l'exploitation des granulats marins	-	Non concerné
		Améliorer la concertation	-	Non concerné
	25. Limiter la création de nouveaux plans d'eau et encadrer la gestion des plans d'eau existants	Éviter, réduire, compenser les impacts des plans d'eau	-	Non concerné (absence d'impact sur un plan d'eau)
		Sensibiliser les propriétaires sur l'entretien de plans d'eau	-	Non concerné
		Etablir un plan de gestion des plans d'eau	-	Non concerné
		Le devenir des plans d'eau hors d'usage	-	Non concerné
		Mettre en œuvre une gestion concertée	-	Non concerné
7. Gestion de la rareté de la ressource en eau	26. Résorber et prévenir les déséquilibres globaux ou locaux des ressources en eau souterraine	Poursuivre la définition et la révision des volumes maximaux prélevables	-	Non concerné
		Adapter les prélèvements en eau souterraine dans le respect de l'alimentation des petits cours d'eau et des milieux aquatiques associés	-	Non concerné
	27. Assurer une gestion spécifique par masse d'eau ou partie de masses d'eau souterraine	11 dispositions par masse d'eau	-	Non concerné
	28. Protéger les nappes stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future	5 dispositions par masse d'eau	-	Non concerné
		Garantir la maîtrise de l'usage du sol pour l'AEP future	-	Non concerné
	29. Résorber et prévenir les situations de pénuries chroniques des masses d'eau de surface	Mettre en œuvre une gestion concertée des masses d'eau de surface dans les situations de pénurie	-	Non concerné
		Gérer, contrôler et encourager la diminution des prélèvements dans les masses d'eau de surface et nappes d'accompagnement	-	Non concerné (concerne les pouvoirs publics)
	30. Améliorer la gestion de crise lors des étiages sévères	Développer la cohérence des seuils et les restrictions d'usages lors des étiages sévères	-	Non concerné
		Développer la prise en compte des nappes souterraines dans les arrêtés cadres départementaux sécheresse	-	Non concerné
	31. Prévoir une gestion durable de la ressource en eau	Lutter contre les fuites dans les réseaux AEP	-	Non concerné
		Favoriser les économies d'eau et sensibiliser les acteurs concernés	-	Non concerné
		Développer les connaissances sur les prélèvements	-	Non concerné
		Maîtriser les impacts des sondages et des forages sur les milieux	-	Non concerné
		Anticiper les effets attendus du changement climatique	-	Non concerné

DEFI	ORIENTATION	DISPOSITION	COMPATIBILITE	COMMENTAIRE
8. Limiter et prévenir le risque d'inondation	32. Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues	Identifier les zones d'expansion des crues (2.C.1 PGRI)	-	Non concerné
		Prendre en compte et préserver les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme (2.C.2 et 2.C.3 du PGRI)	-	Non concerné
		Éviter, réduire, compenser les installations en lit majeur des cours d'eau (1.D.1 et 1.D.2 du PGRI)	-	Non concerné
	33. Limiter les impacts des inondations en privilégiant l'hydraulique douce et le ralentissement dynamique des crues	Privilégier les techniques de ralentissement dynamique des crues (2.D.2 du PGRI)	-	Non concerné
	34. Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées	Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets (2.B.1 PGRI)	-	Non concerné
		Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée (2.B.2 PGRI)	-	Non concerné
	35. Prévenir l'aléa d'inondation par ruissellement	Privilégier la gestion et la rétention des eaux à la parcelle (2.F.2 PGRI)	Compatible	Les eaux pluviales ruisselant sur la parcelle sur laquelle se trouvent les bassins d'entreposage tampon des effluents azotés sont récupérées dans les bassins étanches.
		Intensifier la réflexion et les études de nature à renforcer le soutien d'étiage et l'écrêtement des crues sur le bassin de la Seine (2.D.4 PGRI)	-	Non concerné

ANNEXE 4 JUSTIFICATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 06/06/2018

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 4	Dossier Installation Classée	<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - le plan des bâtiments (cf. article 9) ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments (cf. article 6) ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 10) ; - les consignes d'exploitation (cf. article 12) ; - les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le site de l'installation (cf. article 13) ; - le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets (cf. article 13) ; - le registre des déchets (cf. article 13) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14) ; - le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 16) ; - les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 20). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Le présent dossier d'enregistrement sera conservé par l'exploitant pour présentation à la demande de l'inspection des installations classées. L'arrêté d'enregistrement, et les résultats de caractérisation (concentration en azote, pH) des effluents azotés seront conservés de la même façon. Un registre des incidents et accidents est également tenu à jour et conservé pour présentation à l'inspection des installations classées. Aucun incident n'est recensé à ce jour.</p> <p>Le dossier comprend également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des deux bassins d'entreposage, - les informations concernant les effluents azotés provenant du site SANOFI d'Amilly, - les registres de sortie des déchets du site d'Amilly et du site d'entreposage de Triguères, - le dossier de demande d'autorisation de 2006 établi par la Chambre d'Agriculture. 	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 5	Implantation	<p>Pour les rubriques n° 2711, 2714 ou 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont suffisamment éloignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ; - des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²). <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p> <p>Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments. Pour toutes les rubriques concernées par l'arrêté, l'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>	Les effluents azotés sont entreposés dans des bassins tampons à l'air libre. Ces effluents ne présentent pas de caractère combustible ou inflammable.	Non Applicable

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 6	Comportement au feu	<p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la structure est R15 ; - les matériaux sont de classe A2s1d0 ; - les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3). <p>Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux de classe A2s1d0 ; - murs extérieurs E 30 ; - murs séparatifs E 30 ; - portes et fermetures E 30 ; - toitures et couvertures de toiture BROOF (t3) <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.</p>	<p>Les effluents azotés sont entreposés dans des bassins tampons à l'air libre. Ces effluents ne présentent pas de caractère combustible ou inflammable.</p> <p>Aucune chaufferie n'est présente.</p>	Non Applicable
Article 7	Accessibilité	<p>I. L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p>	<p>Le site d'entreposage tampon de Triguères comprend un accès stabilisé depuis une voie communale, d'une largeur permettant l'accès de citernes-routières (environ 7 mètres).</p> <p>Une zone de dépotage est prévue sur la parcelle, à proximité des bassins.</p> <p>Ainsi, le stationnement des citernes routières n'entrave pas l'accès principal au site.</p>	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 7	Voie « engins »	<p>II. Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins pompes. <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>	<p>Les effluents azotés sont entreposés dans des bassins tampons à l'air libre, pas dans un bâtiment fermé. Ces effluents ne présentent de plus pas de caractère combustible ou inflammable.</p>	Non Applicable
Article 7	Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)	<p>III. Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; - longueur minimale de 10 mètres ; <p>présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p>	<p>Les effluents azotés ne présentent pas de caractère combustible ou inflammable.</p>	Non Applicable

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 7	Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)	<p>IV. Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II.</p> <p>1° Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.</p> <p>Chacune de ces aires de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 7 mètres et la longueur au minimum de 10 mètres, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ; - la pente est au maximum de 10 % ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm² ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens élévateurs aériens à la verticale de cette aire ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. 	Les effluents azotés ne présentent pas de caractère combustible ou inflammable.	Non Applicable

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 7	Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)	<p>2° Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des services d'incendie et de secours, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Chacune de ces aires respecte les caractéristiques définies au 1°, à l'exception des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le positionnement de l'aire permet un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; - la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre. <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens définies au 2°, et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p> <p>Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p>	Les effluents azotés ne présentent pas de caractère combustible ou inflammable.	Non Applicable
Article 7	Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)	V. A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.	Les effluents azotés ne présentent pas de caractère combustible ou inflammable.	Non Applicable

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 8	Désenfumage	<p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m2 est prévue pour 250 m2 de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p>	<p>Les effluents azotés sont entreposés dans des bassins tampons à l'air libre, pas dans un bâtiment fermé. Ces effluents ne présentent de plus pas de caractère combustible ou inflammable.</p>	Non Applicable

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 9	Moyens de lutte contre l'incendie	<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>	<p>Les effluents azotés, entreposés dans des bassins à l'air libre, ne sont ni combustibles ni inflammables. Aucun équipement potentiellement inflammable n'est présent sur l'installation.</p> <p>De ce fait, l'installation dispose des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'installation dispose de plans des aires de gestion des déchets ; • Aucun risque d'incendie spécifique n'étant présent, l'installation n'est pas équipée d'extincteurs fixes. Des extincteurs, conformément à d'autres réglementations, se trouvent néanmoins dans les engins intervenant dans le cadre de l'activité du site, à savoir les camions-citernes et les automoteurs. • Par ailleurs, le ru des Etoits est localisé à environ 60 mètres à l'ouest du site, et peut donc représenter une source d'eau pour l'extinction d'un incendie ; • Aucun risque d'incendie n'étant présent, il n'est pas prévu de moyen d'alerter les services d'incendie et de secours directement depuis la zone des bassins. Néanmoins en cas d'urgence, les opérateurs et intervenants ont la possibilité d'alerter les secours depuis le téléphone des ETABLISSEMENTS DECHAMBRE, situés à une centaine de mètres au nord-est de la zone des bassins, et gérés par les mêmes personnes que l'entreposage tampon de Triguères. 	Conforme
Article 10	Installations électriques et mise à la terre	<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>	<p>L'entreposage des effluents azotés destinés à l'épandage est réalisé sans recours à des installations électriques.</p> <p>Les canalisations de dépotage vers les bassins sont en PVC rigides.</p>	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 11	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	<p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. 	Aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est présent sur le site d'entreposage tampon de Triguères.	Non Applicable
Article 11	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	<p>II. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>	Aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est présent sur le site d'entreposage tampon de Triguères.	Non Applicable
Article 11	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	<p>III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>	Aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est présent sur le site d'entreposage tampon de Triguères. La zone de dépotage, aménagée en 2011, de 30 mètres sur 4, est bétonnée et étanche. Surélevée de 30 cm, elle a la capacité de retenir 36 m³ de produit en cas d'épandage accidentel.	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 11	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	<p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>	<p>Les effluents azotés, entreposés dans des bassins à l'air libre, ne sont ni combustibles ni inflammables. Aucun équipement potentiellement inflammable n'est présent sur l'installation.</p> <p>Les eaux d'extinction éventuellement générées sont recueillies directement dans les bassins d'entreposage.</p> <p>La zone de dépotage, aménagée en 2011, de 30 mètres sur 4, est bétonnée et étanche. Surélevée de 30 cm, elle a la capacité de retenir 36 m³ de produit en cas d'épandage accidentel.</p>	Conforme
Article 12	Consignes d'exploitation	Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.	L'épandage est réalisé par le biais d'automoteurs. Des consignes concernant l'opération sont affichées dans la cabine des véhicules.	Conforme
Article 13	Gestion réceptionnés déchets	<p>I. - Admissibilité des déchets</p> <p>Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p>	Les seuls déchets admis sur le site de Triguères sont des effluents liquides azotés, non dangereux et qui ne présentent aucune radioactivité, dans la mesure où ils sont récupérés directement en sortie du procédé de fabrication de la DL Lysine 50% sur le site SANOFI d'Amilly.	Conforme
		<p>II. - Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p>	<p>SANOFI est à la fois le producteur du déchet et l'exploitant de l'installation d'entreposage tampon de Triguères.</p> <p>Les effluents azotés sont caractérisés en sortie du site SANOFI d'Amilly en concentration d'azote et en pH. Le même type de caractérisation est réalisé pour les effluents azotés en sortie de bassin après entreposage hors des périodes d'épandage.</p>	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 13	Gestion réceptionnés déchets	<p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. 	<p>Ces informations sont indiquées dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'étude préalable réalisée par la Chambre d'Agriculture en 2006, - les registres d'entrée et de sortie des effluents azotés destinés à l'épandage. 	Conforme
Article 13	Gestion réceptionnés déchets	<p>b) Conditions d'admission en cas d'épandage de certaines matières ou déchets</p> <p>L'exploitant doit s'assurer du caractère épandable des matières ou déchets dès l'admission.</p> <p>Dans ce cas, l'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ; - les conditions de son transport ; - le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site. <p>L'information préalable mentionnée précédemment est complétée par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifié.</p> <p>Dans le cas d'une admission de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé ou à l'arrêté du 2 février 1998 mentionné à l'alinéa précédent, et l'information préalable précise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ; - une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ; - une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année. <p>Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé est refusé par l'exploitant.</p> <p>Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Les effluents azotés produits sur le site SANOFI d'Amilly ont été étudiés afin de justifier leur intérêt pour l'épandage dans l'étude préalable du dossier de 2006 réalisé par la Chambre d'Agriculture. Leurs caractéristiques n'ont pas évolué depuis.</p> <p>Les effluents liquides ne constituent ni des sous-produits animaux ni des boues d'épuration domestiques ou industrielles.</p>	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 13	Gestion réceptionnés déchets	<p>c) Essais à réaliser :</p> <p>Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.</p> <p>Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.</p> <p>Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.</p> <p>Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ; - le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ; - l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17. 	<p>Les déchets concernés ne sont pas des déchets municipaux, mais ils ne nécessitent aucun essai de lixiviation concernant leur origine (un seul type d'effluent non mis en contact avec des déchets dangereux).</p>	Conforme
		<p>d) Dispositions particulières :</p> <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.</p> <p>Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.</p> <p>Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p>	<p>SANOFI est à la fois le producteur des déchets et l'exploitant du site d'entreposage de Triguères.</p>	Conforme
Article 13	Gestion réceptionnés déchets	<p>III. - Procédure d'admission</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p>	<p>Le site d'entreposage de Triguères est clôturé et fermé en dehors des besoins d'exploitation. Comme il s'agit de la société DECHAMBRE qui gère le site et qui est également chargée de récupérer les effluents directement en sortie de procédé sur le site chimiques SANOFI d'Amilly, l'admission des déchets sur le site d'entreposage est coordonnée directement en fonction des horaires de fonctionnement de l'installation.</p>	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
		<p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p>	<p>SANOFI est à la fois le producteur du déchet et l'exploitant de l'installation d'entreposage tampon de Triguères. L'étude préalable a été réalisée en 2006 par la Chambre d'Agriculture.</p> <p>Le dépotage des camions-citernes provenant du site SANOFI d'Amilly est réalisé sous le contrôle d'un opérateur spécialisé de la société DECHAMBRE.</p> <p>Les seuls déchets admis sur le site de Triguères sont des effluents liquides azotés, non dangereux et qui ne présentent aucune radioactivité, dans la mesure où ils sont récupérés directement en sortie du procédé de fabrication de la DL Lysine 50% sur le site SANOFI d'Amilly.</p> <p>Le site de Triguères n'est concerné que par l'entreposage d'effluents liquides azotés, et ne reçoit pas de déchets dangereux ou d'équipements électriques et électroniques.</p>	Conforme
		<p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p>	<p>Les vérifications visuelles sont réalisées lors de chaque dépotage des camions-citernes provenant du site SANOFI d'Amilly. SANOFI est à la fois le producteur du déchet et l'exploitant de l'installation d'entreposage tampon de Triguères. L'étude préalable a été réalisée en 2006 par la Chambre d'Agriculture.</p>	Conforme
		<p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p>	<p>Les seuls déchets admis sur le site de Triguères sont des effluents liquides azotés, non dangereux et qui ne présentent aucune radioactivité, dans la mesure où ils sont récupérés directement en sortie du procédé de fabrication de la DL Lysine 50% sur le site SANOFI d'Amilly.</p>	Conforme
Article 13	Gestion réceptionnés déchets	<p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p>	-	Non Concerné

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
		<p>IV. - Entreposage des déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. 	<p>Le site de Triguères comprend deux bassins d'entreposage des mêmes déchets d'effluents liquides azotés.</p> <p>Le volume présent dans les bassins est directement visible depuis les bords de ces bassins, et connu en temps réel du fait de la tenue d'un registre des entrées et sorties, additionné des volumes de pluviométrie.</p>	Conforme
Article 13	Gestion réceptionnés déchets	<p>V. - Opérations de tri des déchets</p> <p>Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).</p> <p>Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques</p> <p>Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.</p> <p>Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.</p> <p>Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.</p> <p>Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.</p>	<p>Aucune opération de tri de déchets n'est réalisée sur le site de Triguères.</p>	Non Applicable

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 14	Collecte des effluents	<p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.</p> <p>Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>	Aucun rejet d'effluent n'est réalisé dans le cadre des activités d'entreposage et d'épandage des effluents azotés provenant du site SANOFI d'Amilly.	Non Applicable
Article 15	Points de prélèvements pour les contrôles	<p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	Aucun rejet d'effluent n'est réalisé dans le cadre des activités d'entreposage et d'épandage des effluents azotés provenant du site SANOFI d'Amilly.	Non Applicable
Article 16	Rejet des effluents	Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.	Aucun rejet d'effluent n'est réalisé dans le cadre des activités d'entreposage et d'épandage des effluents azotés provenant du site SANOFI d'Amilly.	Non Applicable
Article 17	VLE pour rejet dans le milieu naturel	Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration [indiquées dans les tableaux à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018].	Aucun rejet d'effluent n'est réalisé dans le cadre des activités d'entreposage et d'épandage des effluents azotés provenant du site SANOFI d'Amilly.	Non Applicable

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 18	Raccordement à une station d'épuration	<p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l. <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique n° 2750) ou mixte (rubrique n° 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.</p> <p>Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p>	Aucun rejet d'effluent n'est réalisé dans le cadre des activités d'entreposage et d'épandage des effluents azotés provenant du site SANOFI d'Amilly. Il n'existe aucun raccordement à une station d'épuration.	Non Applicable
Article 19	Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration	<p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p> <p>Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.</p> <p>Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>	-	Non Concerné
Article 20	Mesures périodiques	Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.	-	Non Concerné
Article 21	Epandage	<p>Sans préjudice des articles R. 211-29 et D. 543-226-1 du code de l'environnement, ni du code rural et des pêches maritimes, l'application de déchets ou effluents sur ou dans les sols n'est autorisée que pour la rubrique n° 2716 et sous réserve que chacune de ces matières remplisse dès son admission sur l'installation avant regroupement, les conditions techniques et réglementaires pour être épandues. L'épandage se fait dans le respect des conditions de l'annexe I du présent arrêté.</p> <p>Toute application d'un autre déchet et effluent sur ou dans les sols est interdite.</p>	Les effluents azotés issus du site SANOFI d'Amilly ont fait l'objet d'une étude détaillée justifiant de leur intérêt pour l'épandage lors de la réalisation du dossier de régularisation en 2006 par la Chambre d'Agriculture du Loiret. Leurs caractéristiques n'ont pas évolué depuis.	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis									
Article 22	Risques d'envols et poussières	L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ; - toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.	Les voies de circulation des camions-citernes et automoteurs est gravillonnée, ce qui limite les dépôts de poussières ou de boues sur les voies de circulation. Il n'est pas fait usage de bennes ouvertes. Les bords des bassins, enherbé, est tondu régulièrement pour éviter toute prolifération d'insectes ou nuisibles.	Conforme									
Article 23	Odeurs	Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins d'entreposage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.). L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins d'entreposage ou dans les canaux à ciel ouvert.	Les bassins d'entreposage ne sont pas, du fait des caractéristiques des effluents stockés, générateurs d'odeurs particulières. En effet, les effluents stockés ne contiennent pas de matière organique, ne fermentent pas et sont stables dans le temps. Seule une légère odeur ammoniacquée pourrait être ressentie juste au-dessus des bassins, mais pas au niveau du voisinage proche, qui appartient à M. DECHAMBRE. Les bassins sont vidés lors des périodes d'épandage et sont nettoyés tous les ans en fin de période d'épandage (mois de juillet). Ils sont à ciel ouvert donc en conditions aérobies.	Conforme									
Article 24	Fluides frigorigènes rubrique n° 2711	Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation. Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.	Le site de Triguères n'est pas concerné par ce type de déchets.	Non Applicable									
Article 25	Bruit	Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : <table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. II. - Appareils de communication L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)	supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)	Aucune campagne de mesure des bruits liés à l'exploitation du site d'entreposage de Triguères n'a été réalisée ; néanmoins, l'activité du site n'est pas génératrice de bruit hormis la circulation des deux camions citernes par jour provenant du site de SANOFI hors période d'épandage, et des quelques automoteurs en période d'épandage. Le dépotage des camions se fait par gravité, et ne nécessite donc pas d'utilisation de pompe. Le chargement des camions se fait par une pompe de grosse capacité entre 15 et 20 minutes de chargement par camion et environ 6 camions par jour. Le remplissage s'effectue entre 7H et 19H (pas de travail de nuit) soit un temps de chargement par jour d'environ 2H.	Conforme
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés											
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)											
supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)											
			Les klaxons des véhicules ne sont utilisés qu'en cas de danger immédiat.	Conforme									

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
Article 26	Déchets générés par l'installation - Généralités	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour : - en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère ; - assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre : a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination.	L'installation n'est pas génératrice de déchets particuliers. Les eaux de lavage et les boues de curage des bassins d'entreposage du site de Triguères sont éliminées par la société SUEZ RV OSIS SUD-EST conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, à la STEP de Chalette-sur-Loing.	Conforme
ANNEXE I - Dispositions techniques en matière d'épandage	Généralités	Le déchet épandu a un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et son application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques et est mis en œuvre afin que les nuisances soient réduites au minimum. En cas de risque de dépassement des capacités de stockage du déchet, l'exploitant évalue les capacités complémentaires de stockage à mettre en place, décrit les modifications à apporter aux installations et en informe préalablement le préfet. A défaut, il identifie les installations de traitement du déchet auxquelles il peut faire appel. Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des déchets au regard des paramètres définis au point II ci-après, l'aptitude du sol à les recevoir, et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, prévus aux articles L. 212-1 et 3 du code de l'environnement.	Les effluents azotés issus du site SANOFI d'Amilly ont fait l'objet d'une étude détaillée justifiant de leur intérêt pour l'épandage lors de la réalisation du dossier d'autorisation par la Chambre d'Agriculture du Loiret en 2006 [11]. Leurs caractéristiques n'ont pas évolué depuis 1988.	Conforme
ANNEXE I - Dispositions techniques en matière d'épandage	L'étude préalable et le plan d'épandage	L'étude préalable comprend notamment : - la caractérisation des déchets à épandre : quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique au regard des paramètres définis au point II ci-après, état physique, traitements préalables (déshydratation, pressage, chaulage...) en distinguant les formes liquides, pâteuses ou solides ; - l'indication des doses de déchets à épandre selon les différents types de culture à fertiliser et les rendements prévisionnels des cultures ; - l'emplacement, le volume, les caractéristiques et les modalités d'emploi des stockages de déchets en attente d'épandage ; - la description des caractéristiques des sols notamment au regard des paramètres définis à la partie 6, au vu d'analyses datant de moins d'un an ; - la localisation, le volume et les caractéristiques des ouvrages d'entreposage ; - la démonstration de l'adéquation entre les surfaces agricoles maîtrisées par les exploitants ou mises à sa disposition par des prêteurs de terre et les flux de déchets à épandre (productions, doses à l'hectare et temps de retour sur une même parcelle) ; Au vu de cette étude préalable, un plan d'épandage est réalisé, il est constitué : - d'une carte à une échelle minimum de 1/25 000e permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible compte tenu des exclusions mentionnées au point g « Règles d'épandages ». Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer, ainsi que les zones exclues à l'épandage ; - d'un document mentionnant l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant, précisant notamment leurs engagements et responsabilités réciproques ; - d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, les numéros d'îlots de référence PAC ou à défaut les références cadastrales, la superficie totale et la superficie épandable, ainsi que le nom de l'exploitant agricole. Toute modification du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.	L'étude préalable a été réalisée par la Chambre d'Agriculture du Loiret en 2006 [11]. Les caractéristiques des effluents n'ont pas évolué depuis 1988. Le plan d'épandage lié à l'activité d'épandage du site SANOFI d'Amilly est en cours de réalisation par la société SUEZ.	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
	Les règles d'épandage	<p>3.1. Les apports</p> <p>Les apports d'azote, de phosphore et de potasse toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la rotation des cultures ainsi que de la nature particulière des terrains et de leur teneur en éléments fertilisants. Pour ces éléments, la fertilisation est équilibrée et correspond aux capacités exportatrices de la culture concernée. La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.</p>	<p>Les effluents azotés provenant du site SANOFI d'Amilly sont épandus sur des pâtures, et des cultures de tournesol, de maïs, de colza, de blé tendre ou d'orge.</p> <p>La fréquence et la périodicité des épandages tiennent compte de la nature des cultures et de leur rotation (cf. étude préalable réalisée par la Chambre d'Agriculture du Loiret [11]).</p>	Conforme
ANNEXE I - Dispositions techniques en matière d'épandage	Les règles d'épandage	<p>3.2. Caractéristique des matières épandues</p> <p>Le pH des déchets est compris entre 6,5 et 8,5. Toutefois, des valeurs différentes peuvent être retenues sous réserve de conclusions favorables de l'étude préalable.</p> <p>Les déchets ne peuvent être répandus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 du point I ci-dessous. - dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le déchet excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I ; - dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les déchets sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I. <p>En outre, lorsque les déchets sont répandus sur des pâturages, le flux maximum des éléments-traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de dix ans, est celui du tableau 3 du point I.</p> <p>Les déchets ne contiennent pas d'éléments ou substances indésirables autres que ceux listés au point I ci-dessous ni d'agents pathogènes.</p> <p>Les déchets ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH du sol est supérieur à 5 ; - la nature des déchets peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ; - le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3. 	<p>Le pH et la concentration en azote des déchets sont caractérisés en sortie du site de SANOFI et des bassins d'entreposage.</p> <p>Les effluents ne contiennent aucun élément pathogène (réaction de fabrication de la DL Lysine 50% à température de 150°C pendant 4H sans contact avec l'air ambiant et avec de l'eau épurée) ou élément trace métallique, d'hydrocarbures aromatiques polycycliques, d'organo-halogénés ou de phénols.</p> <p>Les épandages sont réalisés uniquement lors des périodes autorisées, quand les sols agricoles se trouvent dans les conditions adéquates.</p>	Conforme
ANNEXE I - Dispositions techniques en matière d'épandage	Les règles d'épandage	<p>3.3. Programme prévisionnel d'épandage</p> <p>Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, en accord avec les exploitants agricoles prêteurs de terres, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il inclut également les parcelles du producteur de déchets lorsque celui-ci est également exploitant agricole.</p> <p>Ce programme comprend au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'inter culture) sur ces parcelles ; - une caractérisation des différents types de déchets (liquides, pâteux et solides) et des différents lots à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, ainsi qu'au moins les teneurs en azote global et azote minéral et minéralisable disponible pour la culture à fertiliser, mesurées et déterminées sur la base d'analyses datant de moins d'un an) ; - les préconisations spécifiques d'apport des déchets (calendrier et doses d'épandage...) ; - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. <p>Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il lui est adressé sur sa demande.</p>	<p>Le programme prévisionnel d'épandage est établi chaque début d'année par SUEZ pour la société DECHAMBRE [13]. Il comprend les numéros des parcelles concernées par l'épandage, les communes sur lesquelles elles se trouvent, les noms des exploitants de ces parcelles, la dose à apporter, la surface d'épandage, le type de culture, et les dates de début et de fin d'épandage prévu.</p>	Conforme
		<p>3.4. Caractérisation des déchets</p> <p>La caractérisation des déchets à épandre fournie dans l'étude préalable doit être vérifiée par analyse avant le premier épandage.</p>	<p>Les effluents azotés destinés à l'épandage ont fait l'objet d'une caractérisation lors de la demande d'autorisation de 2006 [11]. Leurs caractéristiques n'ont pas évolué depuis 1988.</p>	Conforme
		<p>3.5. Cas d'une installation nouvelle</p> <p>Dans le cas d'une installation nouvelle, les données relatives aux caractéristiques des déchets et aux doses d'emploi sont actualisées et sont adressées au préfet à l'issue de la première année de fonctionnement.</p>	<p>L'installation est exploitée depuis 1988 [7].</p> <p>Les caractéristiques des effluents azotés et leurs doses d'emploi n'ont pas évolué depuis cette date.</p>	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
ANNEXE I - Dispositions techniques en matière d'épandage	Les règles d'épandage	3.6. Prévention des nuisances Les déchets solides ou pâteux, non stabilisés ou fermentescibles, sont enfouis le plus tôt possible, dans un délai maximum de quarante-huit heures, pour réduire les nuisances olfactives et les pertes par volatilisation. Des dérogations à l'obligation d'enfouissement peuvent toutefois être accordées sur justification dans le dossier d'enregistrement pour des cultures en place à condition que celles-ci ne soient pas destinées à la consommation humaine directe. Lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes, l'épandage ne doit pas être réalisé par des dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins.	Les déchets à épandre sont des effluents liquides.	Non Applicable
		3.7. Distances et délais d'épandage Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L 20 du code de la santé publique, l'épandage de déchets respecte les distances et délais minima [fixés dans le tableau disponible au §3.7 de l'Annexe I de l'arrêté ministériel du 06/06/2018].	Les distances et délais d'épandage respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25/02/2009 [3] autorisant SANOFI à étendre les activités de fabrication et de conditionnement de produits chimiques et pharmaceutiques qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'AMILLY.	Conforme
		3.8. Périodes d'épandage Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière : - à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ; - à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique ; - à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses. L'épandage est interdit : - pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ; - pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ; - en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ; - sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage.	La période d'épandage correspond à celle indiquée dans l'arrêté préfectoral du 25/02/2009 [3] autorisant SANOFI à étendre les activités de fabrication et de conditionnement de produits chimiques et pharmaceutiques qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'AMILLY (de février à septembre inclus).	Conforme
		3.9. Détection d'anomalies Toute anomalie constatée sur les sols, les cultures et leur environnement lors ou à la suite de l'épandage de déchets et susceptible d'être relation avec ces épandages doit sans délai être signalée à l'inspection des installations classées.	Les employés de la société DECHAMBRE réalisent le transport et l'épandage des effluents azotés du site SANOFI d'Amilly depuis 1988 et prennent le soin de tenir un registre des incidents et anomalies rencontrées lors des opérations pratiquées pour signalement si nécessaire à l'inspection des installations classées. A ce jour, aucun incident n'est à déplorer.	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
ANNEXE I - Dispositions techniques en matière d'épandage	Stockage des déchets ou effluents	<p>Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p> <p>Le dépôt temporaire de déchets, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieure à quarante-huit heures ; - toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ; - le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage au point 7 sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ; - le volume du dépôt doit être adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ; - la durée maximale ne doit pas dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. 	<p>Les effluents azotés liquides sont entreposés dans deux bassins de capacités suffisantes hors des parcelles d'épandage dans une zone dédiée. Les bassins sont équipés d'une bâche permettant de les rendre étanches, et sont équipés de drains reliés à des puisards pour éviter toute infiltration accidentelle dans les sols. Ces bâches sont nettoyées et curées chaque année par la société SUEZ RV OSIS SUD-EST mandatée par SANOFI à l'issue de la période d'épandage autorisé, au moment où ils sont vides. Par la même occasion, l'intégrité et l'étanchéité des bâches sont vérifiées par SANOFI suivant la procédure donnée en Annexe 10 ; si nécessaire, les réparations sont réalisées immédiatement avant tout remplissage du bassin ou des bassins concerné(s).</p> <p>Les bassins d'entreposage ne sont pas, du fait des caractéristiques des effluents stockés, générateurs d'odeurs particulières. En effet, les effluents stockés ne contiennent pas de matière organique, ne fermentent pas et sont stables dans le temps. Seule une légère odeur ammoniacquée pourrait être ressentie juste au-dessus des bassins, mais pas au niveau du voisinage proche.</p> <p>Ils sont à ciel ouvert donc en conditions aérobies.</p> <p>Par ailleurs, l'activité du site n'est pas génératrice de bruit particulier.</p> <p>Le dépotage des camions se fait par gravité, et ne nécessite donc pas d'utilisation de pompe.</p> <p>Le chargement des camions se fait par une pompe de grosse capacité entre 15 et 20 minutes de chargement par camion et environ 6 camions par jour. Le remplissage s'effectue entre 7H et 19H (pas de travail de nuit), soit un temps de chargement par jour d'environ 2H.</p> <p>Par ailleurs, l'ensemble de l'habitat dans un rayon de 75 m est la propriété de M. DECHAMBRE.</p> <p>Les premières habitations occupées par des tiers se trouvent à plus de 75 m au sud-est de la zone des bassins.</p>	Conforme

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
ANNEXE I - Dispositions techniques en matière d'épandage	Le cahier d'épandage	Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues : - les surfaces effectivement épandues ; - les références parcellaires ; - les dates d'épandage ; - la nature des cultures ; - les volumes et la nature de toutes les matières épandues ; - les quantités d'azote global épandues toutes origines confondues ; - l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation. Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable une fois par semaine au cours desquelles des épandages ont été effectués. Lorsque les déchets sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage et au moins une fois par semaine. Il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes et les quantités d'azote global épandues.	Un cahier d'épandage est tenu mois par mois sur l'ensemble de la période d'épandage autorisée depuis 1988 [13]. Les cahiers d'épandage sont conservés par la société DECHAMBRE depuis les années 1995.	Conforme
	Les analyses	Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence : - après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, sur chaque parcelle exclue du périmètre d'épandage ; - au minimum tous les dix ans. Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au paragraphe 6.2 ci-dessous. Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions du paragraphe 6.3 ci-après.	Les analyses de sols sont réalisées par la société SUEZ conformément aux prescriptions de l'arrêté du 17/08/1998 (correspondant à la méthode évoquée au § 6.3 de la présente annexe)	Conforme
		6.1. Seuils en éléments-traces métalliques et en substances organiques (cf. tableaux 1a, 1b, 2 et 3 du §6.1 de l'Annexe I de l'arrêté ministériel du 06/06/2018).	-	Non Concerné
ANNEXE I - Dispositions techniques en matière d'épandage	Les analyses	6.2. Eléments de caractérisation de la valeur agronomique des déchets et des sols Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des déchets destinés à l'épandage : - matière sèche (%) ; matière organique (%) ; - pH ; - azote global ; - azote ammoniacal (en NH4) ; - rapport C/N ; - phosphore total (en P2O5) ; potassium total (en K2O) ; calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO) ; oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces. Les autres oligoéléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des déchets. Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des sols : - granulométrie ; - mêmes paramètres que pour la valeur agronomique des déchets en remplaçant les éléments concernés par : P2O5 échangeable, K2O échangeable, MgO échangeable et CaO échangeable.	-	Non Concerné

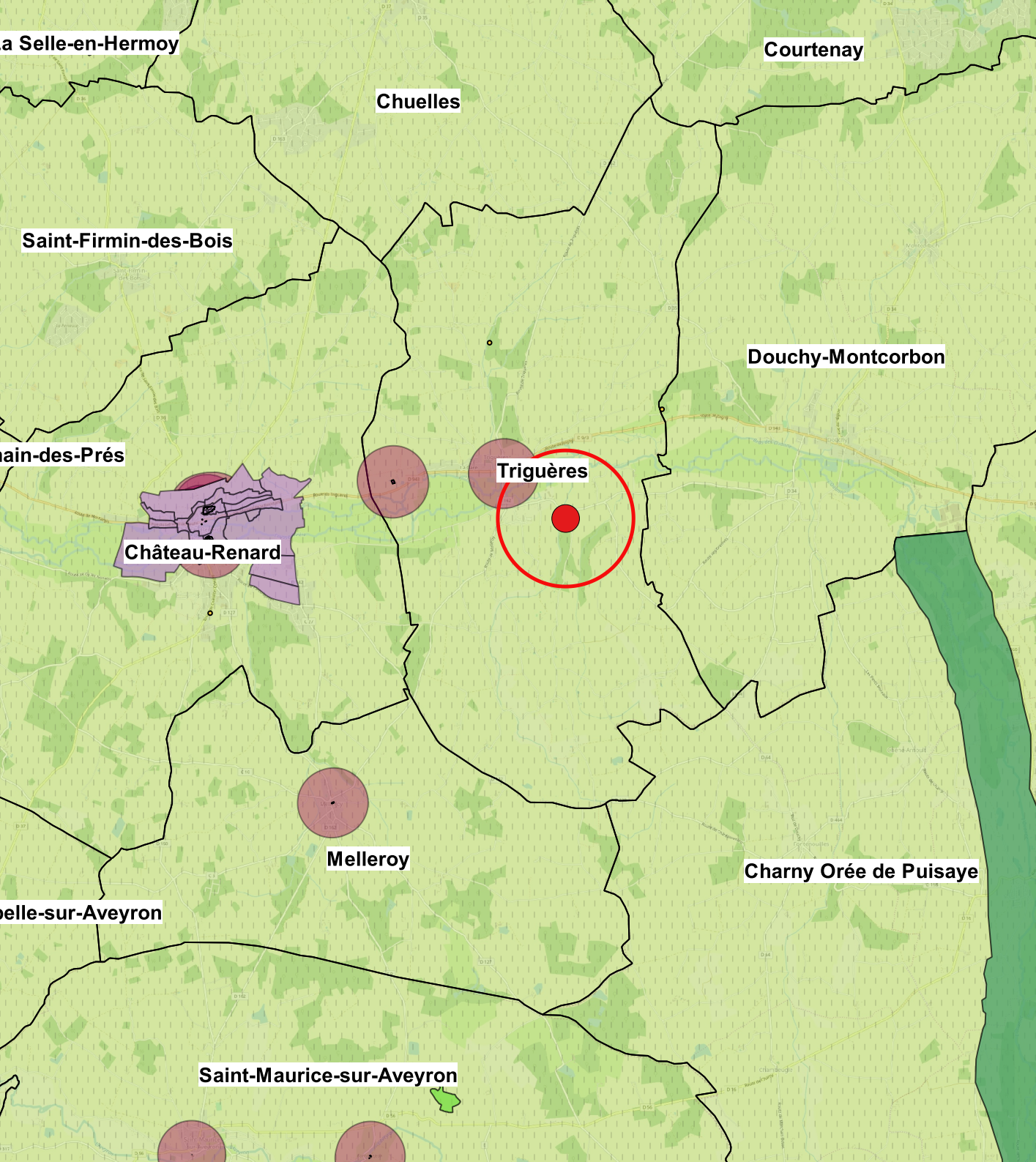
<p>ANNEXE I - Dispositions techniques en matière d'épandage</p>	<p>Les analyses</p>	<p>6.3. Méthodes d'échantillonnage et d'analyse</p> <p>Echantillonnage des sols :</p> <p>Les prélèvements de sol doivent être effectués dans un rayon de 7,50 mètres autour du point de référence repéré par ses coordonnées Lambert, à raison de 16 prélèvements élémentaires pris au hasard dans le cercle ainsi dessiné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de préférence en fin de culture et avant le labour précédant la mise en place de la suivant ; - avant un nouvel épandage éventuel de déchets ou d'effluents ; - en observant de toute façon un délai suffisant après un apport de matières fertilisantes pour permettre leur intégration correcte au sol ; - à la même époque de l'année que la première analyse et au même point de prélèvement. <p>La norme NF X 31 100 (1992) est réputée répondre aux obligations d'échantillonnage.</p> <p>Méthodes de préparation et d'analyse des sols :</p> <p>Les méthodes de préparation et d'analyse des sols doivent être fiables et reproductibles.</p> <p>Echantillonnage des effluents et des déchets :</p> <p>Les méthodes d'échantillonnage sont adaptées en fonction des caractéristiques du déchet. Elles doivent être fiables et reproductibles. Les normes suivantes sont présumées répondre à ces deux obligations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NF EN 12579 (2013) : amendements organiques et support de culture - échantillonnage ; - NF U 44-108 (1982) : boues des ouvrages de traitement des eaux usées urbaines, boues liquides, échantillonnage en vue de l'estimation de la teneur moyenne d'un lot ; - NF U 42-051 (1968) : engrais, théorie de l'échantillonnage et de l'estimation d'un lot ; - NF U 42-053 (1979) : matières fertilisantes, engrais, contrôle de réception d'un grand lot, méthode pratique ; - NF U 42-080 (1981) : engrais, solutions et suspensions ; - NF U 42-090 (1983) : engrais, amendements calciques et magnésiens, produits solides, préparation de l'échantillon pour essai. <p>La procédure retenue doit donner lieu à un procès-verbal comportant les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification et description du produit à échantillonner (aspect, odeur, état physique) ; - objet de l'échantillonnage ; - identification de l'opérateur et des diverses opérations nécessaires ; - date, heure et lieu de réalisation ; - mesures prises pour freiner l'évolution de l'échantillon ; - fréquence des prélèvements dans l'espace et dans le temps ; - plan des localisations des prises d'échantillons élémentaires (surface et profondeur) avec leurs caractéristiques (poids et volume) ; - descriptif de la méthode de constitution de l'échantillon représentatif (au moins 2 kg) à partir des prélèvements élémentaires (division, réduction, mélange, homogénéisation) ; - descriptif des matériels de prélèvement ; - descriptif des conditionnements des échantillons ; - condition d'expédition. <p>Méthodes de préparation et d'analyse des déchets :</p> <p>La norme NF U 44-110 (1982) relative aux boues, amendements organiques et supports de culture est réputée répondre aux obligations d'échantillonnage.</p> <p>La méthode d'extraction qui n'est pas toujours normalisée doit être définie par le laboratoire selon les bonnes pratiques de laboratoire.</p> <p>Les analyses retenues peuvent être choisies parmi les listes ci-dessous, en utilisant dans la mesure du possible des méthodes normalisées pour autant qu'elles soient adaptées à la nature du déchet à analyser. Si des méthodes normalisées existent et ne sont pas employées par le laboratoire d'analyses, la méthode retenue devra faire l'objet d'une justification.</p> <p>(cf. tableaux 4a à 4c du §6.3 de l'Annexe I de l'arrêté ministériel du 06/06/2018).</p> <p>Analyses sur les lixiviats :</p>	<p>Les analyses de sols sont réalisées par la société SUEZ conformément aux prescriptions de l'arrêté du 17/08/1998.</p>	<p>Conforme</p>
---	---------------------	---	--	-----------------

Article concerné	Thématique	Dispositions réglementaires	Mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires	Avis
		Elles peuvent être faites après extraction ou sur colonne lysimétrique et portent sur des polluants sélectionnés en fonction de leur présence dans le déchet, de leur solubilité et de leur toxicité. Les méthodes d'analyses recommandées appartiennent à la série des NFT 90 puisqu'il s'agit des solutions aqueuses.		





















ANNEXE 5 CARTES PRESENTANT LA SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE LIEE A L'EMPLACEMENT DE L'INSTALLATION

Cette annexe comprend :

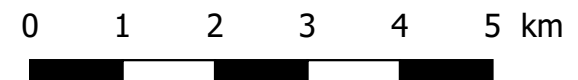
- une carte présentant la sensibilité environnementale liée à l'implantation de l'installation (source : carte réalisée par SOM – Logiciel QGIS / données SIG : CARMEN Centre-Val-de-Loire, CARMEN Bourgogne, data.gouv),
- le plan de zonage réglementaire du Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) de la vallée de l'Ouanne pour la commune de Triguères (source : préfecture du Loiret – Direction départementale des territoires),
- la carte précisant l'implantation des captages d'eau destinée à la consommation humaine (source : agence régionale de santé région Centre-Val-de-Loire, unité départementale du Loiret),
- une carte présentant l'emplacement de l'installation vis-à-vis des corridors écologiques, et des corridors et réservoirs de biodiversité (source : carte réalisée par SOM – Logiciel QGIS / données SIG : INPN),
- une carte présentant l'emplacement de l'installation vis-à-vis des zones archéologiques (source : carte réalisée par SOM – Logiciel QGIS / données SIG : <http://atlas.patrimoines.culture.fr>).



Légende

-  Rayon d'affichage d'1 km
-  Site d'entreposage tampon de Triguères
-  Zones de protection spéciales
-  PPRT
-  ZNIEFF de type I
-  ZNIEFF de type II
-  Sites inscrits
-  Sites classés
-  Sites classés/inscrits
-  Sites d'intérêt communautaire
-  Réserves naturelles régionales
-  Réserves naturelles nationales
-  Zones de montagne
-  Zone de protection des sites UNESCO
-  Sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO
-  Arrêtés de protection de biotope
-  Immeubles classés ou inscrits
-  Périmètres de protection de monuments historiques
-  Zones humides RAMSAR
-  Sites patrimoniaux remarquables
-  Communes
-  Zone de répartition des eaux hydrologique
-  Zone de répartition des eaux aquifère

Fond de carte OpenStreetMap



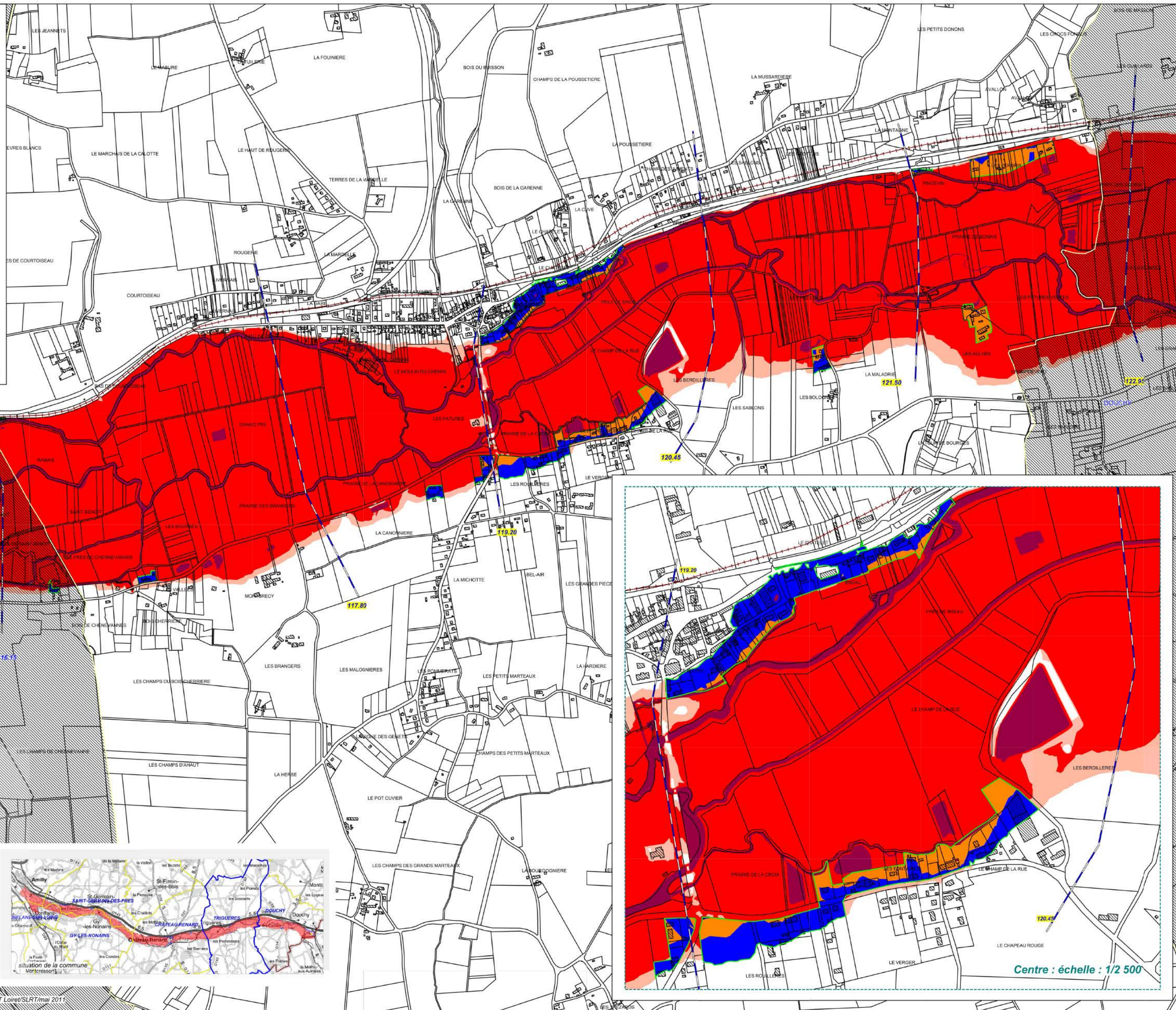
Plan de prévention des
risques d'inondation (ppri)
de la vallée de l'Ouanne dans
le département du Loiret



Document graphique

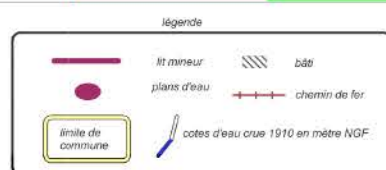
Approuvé par arrêté préfectoral du 21 juin 2011

ECHELLE : 1/5 000



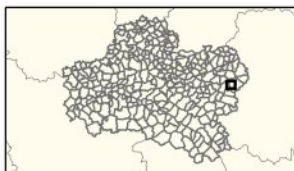
Zonage réglementaire

Aléas	Enjeux	Zones non urbanisées Expansion de crues	Zones urbanisées
Faible Vitesse d'écoulement Vitesse nulle à faible		Saumon	Bleue
Moyen Vitesse d'écoulement Vitesse moyenne à forte		Rouge	Bleue
Fort Vitesse d'écoulement Vitesse moyenne à forte		Rouge	Orange
Très fort Vitesse d'écoulement Vitesse moyenne à forte		Rouge	Orange



Périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine

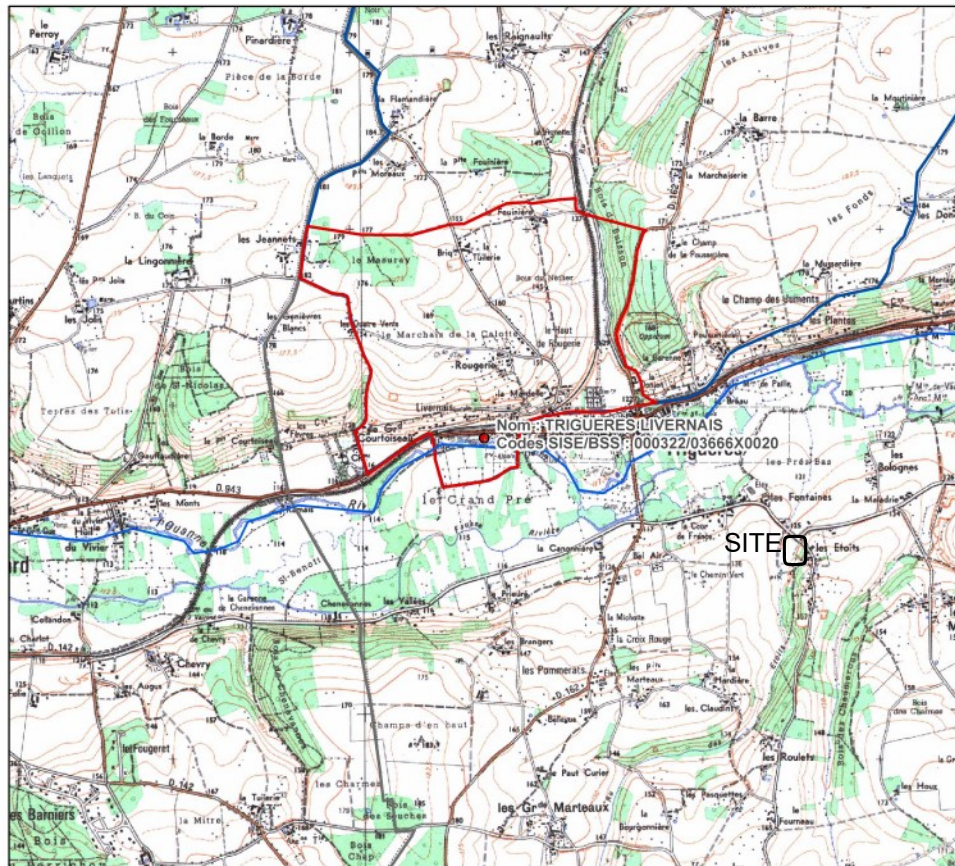
Département : Loiret
 Commune d'implantation :
 TRIGUERES

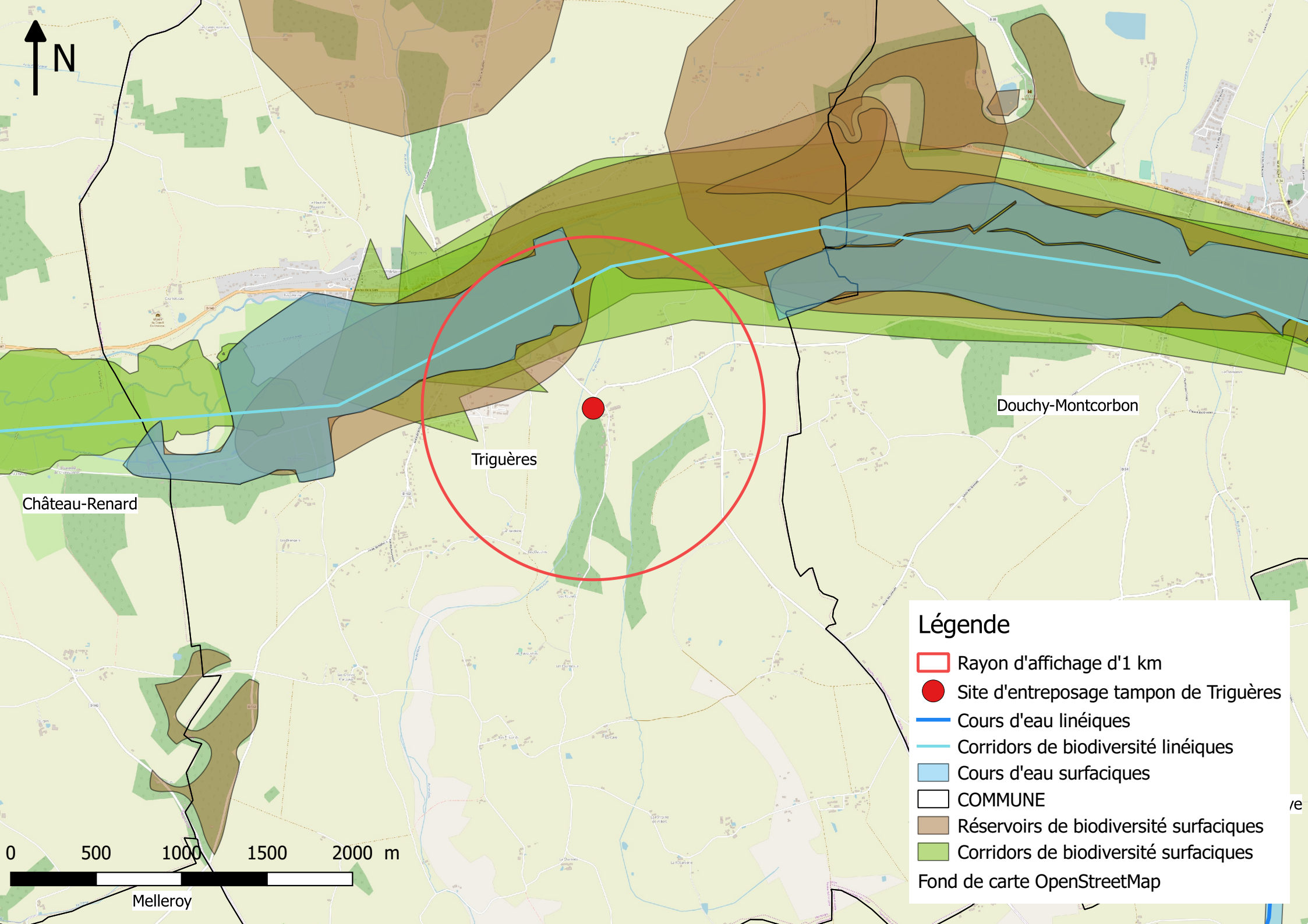


- Captages**
- en service
 - en projet
 - abandonnés
 - Protection éloignée
 - Protection rapprochée
 - Communes
 - Réseau hydrographique



0 310 620 1 240 Mètres





Château-Renard

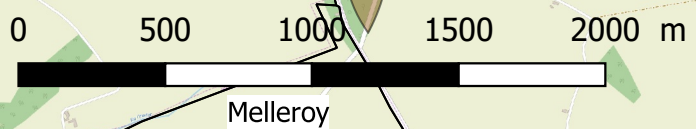
Triguères

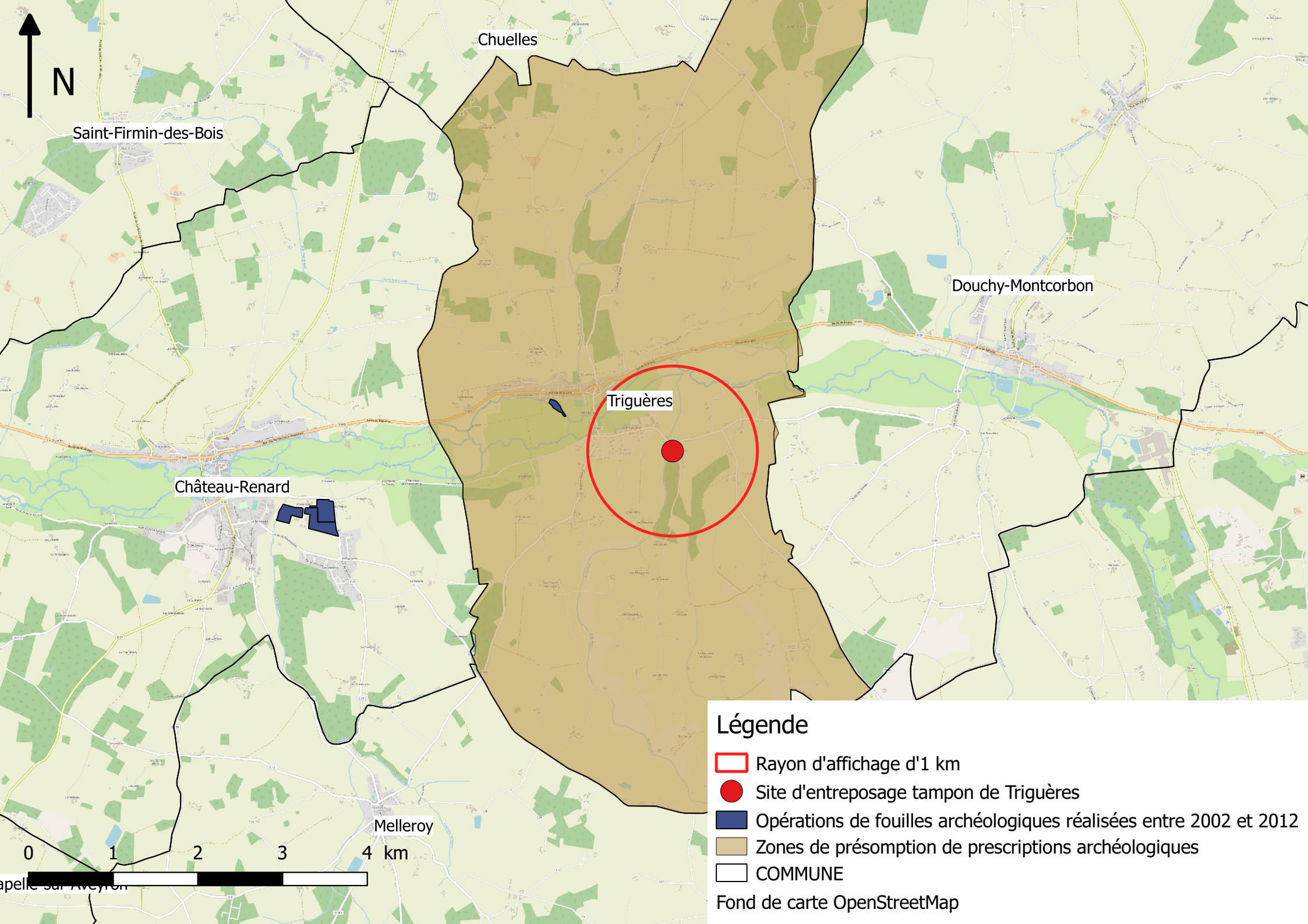
Douchy-Montcorbon

Légende

- Rayon d'affichage d'1 km
- Site d'entreposage tampon de Triguères
- Cours d'eau linéiques
- Corridors de biodiversité linéiques
- Cours d'eau surfaciques
- COMMUNE
- Réservoirs de biodiversité surfaciques
- Corridors de biodiversité surfaciques

Fond de carte OpenStreetMap



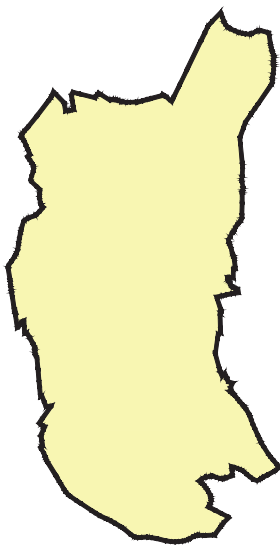


ANNEXE 6 **REGLEMENT DE LA ZONE A – PLAN LOCAL D'URBANISME DE TRIGUERES**



COMMUNE DE TRIGUERES (45)

Plan Local d'Urbanisme



REGLEMENT

Objet	Date
Approuvé le	6 mars 2008
Révisé le	
Modifié le	29 janvier 2014
Mis à jour le	



SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE A1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol autres que :

- les constructions, les installations et les extensions nécessaires à l'exploitation agricole,
- les occupations et utilisations du sol visées à l'article 2.

ARTICLE A2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1 - Les habitations et leurs extensions nécessaires aux exploitations agricoles ne peuvent être admises qu'à conditions :

- Qu'elles soient situées à proximité des bâtiments d'exploitation de façon à former un regroupement architectural avec ceux-ci ; toutefois, ce regroupement peut ne pas être imposé dans l'hypothèse où le respect de règlements sanitaires particuliers ne le permet pas.
- Qu'elles ne portent pas atteinte au caractère des sites dans lesquels elles s'intègrent.

2.2 - L'activité d'hébergement et de services liée au tourisme rural (dont l'accueil des campeurs et des caravanes non soumis à autorisation conformément au Code de l'Urbanisme) à condition qu'elle soit exercée dans des constructions et installations existantes.

2.3 - Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

2.4 - Les affouillements et exhaussements de sol s'ils sont rendus nécessaires pour la réalisation des occupations et des utilisations du sol admises dans la zone, ou s'ils sont directement liés à des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics.

2.5 - Les activités d'élevage et les élevages domestiques devront être implantés à au moins 100 mètres de la zone urbaine et à urbaniser.

2.6 - Le stationnement de caravane, quelle qu'en soit la durée, sur le terrain où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur, à condition d'être non visible du domaine public et que le nombre soit limité à une unité.

2.7 - Le stockage divers sous réserve qu'il soit lié à l'occupation et à l'utilisation du sol admises dans la zone et qu'il soit non visible du domaine public.

2.8 - Les dispositifs nécessaires à la production des énergies renouvelables (capteurs solaires, éoliennes,...).

2.9 - Les ouvrages et installations nécessaires à la prospection et à l'exploitation d'une richesse naturelle souterraine (source aquifère, géothermie, hydrocarbures,...).

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE A3 - ACCES ET VOIRIE

3.1 - Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou ~~par~~ pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

3.2 - Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin. Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 6 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux annexes de moins de 10m².

3.3 - Lorsque le terrain est en pente ou qu'il présente une insécurité, les sorties particulières de véhicules doivent disposer d'une plate-forme d'attente, garage éventuel compris, ayant moins de 6% de pente sur une longueur minimum de 5 mètres comptée à partir de l'alignement ou de la limite de la voie privée en tenant lieu.

ARTICLE A4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau.

4.2 - Assainissement

4.2.1 - Eaux Usées

Toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation sanitaire et aux éventuelles contraintes particulières qui pourraient être imposées par les services compétents en fonction de la nature du sol et sous-sol.

En cas de sol imperméable, les eaux épurées doivent être évacuées vers un exutoire (fossé, réseau pluvial) sous réserve de l'accord de son gestionnaire.

Toutefois, en cas d'existence du réseau collectif d'assainissement des eaux usées, les constructions devront s'y raccorder. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

4.2.2 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales provenant des surfaces imperméabilisées ne peuvent être évacuées sur la voie que s'il existe un exutoire de capacité suffisante pouvant les recevoir. En cas de capacité insuffisante, les aménagements nécessaires à la limitation des débits évacués sont à la charge exclusive du propriétaire. D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif et doit faire l'objet d'une autorisation des services compétents.

En l'absence d'un réseau collectif d'eaux pluviales, l'infiltration de ces eaux doit être assurée sur le terrain de la construction.

Le rejet de ces eaux dans le milieu naturel doit faire l'objet de l'autorisation des services compétents.

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement naturel des eaux pluviales.

4.3 - Desserte électrique et télécommunication

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

ARTICLE A5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

5.1 - En l'absence de raccordement au réseau collectif d'assainissement des eaux usées, la superficie minimale exigée est de 1000 m² pour toute construction nécessitant l'installation d'un assainissement non collectif. Cette surface peut ne pas être entièrement comprise à l'intérieur de la zone, l'installation du dispositif pouvant se situer en tout ou partie à l'extérieur de la zone A.

5.2 - L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas en cas d'adaptation, de réfection des constructions existantes.

ARTICLE A6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1 - Dispositions générales

Les dispositions de l'article A.6 s'appliquent à toutes voies ouvertes à la circulation générale, que ces voies soient publiques ou privées, et quels que soient leur statut et leur fonction, hormis les chemins à usage piétonnier.

Le terme « alignement » désigne l'alignement selon les termes réglementaires, mais aussi la limite entre une parcelle privée et un chemin privé ouvert à la circulation publique ou non.

6.2 - Règles d'implantation

6.2.1 - Aucune construction nouvelle ne peut être implantée à moins de :

- 15 m de l'alignement des routes départementales,
- 10 m de l'alignement des voies communales et des emprises des chemins ruraux.

6.2.2 - Les constructions et installations, de faible emprise, nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif doivent être implantées soit :

- à l'alignement.
- avec un retrait minimum de 1 mètre.

6.2.3 - Toutefois, une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

- Soit pour les abris de station de pompage liés à l'exploitation agricole sous réserve qu'ils soient de faible volume et qu'ils s'intègrent harmonieusement dans le contexte environnant.
- Soit pour assurer une cohérence architecturale avec les constructions existantes.
- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle.

ARTICLE A7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1 - La distance horizontale de tout point de la construction à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la différence de niveau entre ces deux points, cette distance n'étant jamais inférieure à 5 mètres.

Cette distance minimale est portée à 15 mètres lorsque ces limites séparent la zone agricole d'une zone d'habitation existante ou future (U ou AU).

7.2 - Les constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol, les ouvrages enterrés, et les constructions et installations, de faible emprise, nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif doivent être implantées soit :

- en limite séparative.
- avec un retrait minimum de 1 mètre.

7.3 - Toutefois, une implantation différente peut être autorisée ou imposée en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle.

ARTICLE A8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Aucune règle n'est fixée.

ARTICLE A9 - EMPRISE AU SOL

Aucune règle n'est fixée.

ARTICLE A10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.1 - La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau du sol naturel pris au milieu du bâtiment jusqu'au faîtage ou sommet du bâtiment pour les acrotères. Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur, etc. ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente, le point de référence est pris au milieu de la façade de la construction.

La hauteur maximale des constructions à usage d'habitation ne doit pas excéder 8 mètres.
Pour les autres constructions, la hauteur maximale est fixée à 17 mètres.

Ces dispositions n'excluent pas la réalisation d'éléments de toiture ponctuels justifiés par les besoins de la composition (tourelles, terrassons, clochetons) à condition que ceux-ci ne dénaturent pas le volume général de la construction.

10.2 - Toutefois, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée dans les cas suivants :

- En cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant, dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle.
- Pour assurer une cohérence architecturale avec les bâtiments voisins.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la vocation nécessite une grande hauteur, et qui représentent des qualités architecturales compatibles avec leur environnement.

ARTICLE A11 - ASPECTS EXTERIEURS

11.1 - Prescriptions générales

Toute architecture d'une autre région est interdite.

Dans le périmètre de protection des monuments historiques, tout projet devra être soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

Les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une démarche relevant de la haute qualité environnementale ou de l'utilisation des énergies renouvelables sont admis.

Les projets présentant partiellement une création ou une innovation architecturale s'intégrant correctement au bâti environnant et à l'architecture locale sont admis.

11.2 - Façades

11.2.1 Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement.

Les bardages en tôle non prélaquée sont interdits.

11.2.2 Constructions principales et leurs extensions

Le niveau de rez-de-chaussée des constructions à usage d'habitation ne doit pas être situé à plus de 0,60 m par rapport au niveau général du sol environnant relevé au milieu de la façade principale de celles-ci.

Les accès garages des sous-sols ne doivent pas être visibles du domaine public.

Les enduits des ravalements doivent être de nuance claire et de teinte blanc cassé, gris ou beige.

Le blanc pur et les couleurs criardes étant exclus.

11.2.3 Annexes accolées

Les annexes accolées doivent être de teinte identique au bâtiment principal.

Les matériaux translucides sont autorisés pour les vérandas, les extensions vitrées et les abris pour piscine.

11.2.4 Annexes indépendantes

Les annexes doivent être construites en harmonie avec le bâtiment principal. Toutefois pour les annexes situées en fond de parcelle et non visibles de l'espace public, des adaptations peuvent être admises, à condition d'utiliser des matériaux naturels : brique, pierre, enduit, bois, etc.

11.3 - Toitures

11.3.1 Constructions principales et leurs extensions

Seules l'ardoise, la tuile ardoisée ou la tuile de ton rouge ou brun rouge ainsi que les matériaux d'aspect et de teinte similaires sont autorisés.

Les toitures des habitations principales sont à au moins deux pans avec une pente unique compatible avec le matériau employé et respectant une inclinaison comprise entre 35 et 45°.

Les toitures à quatre pans sont admises sous réserve que chaque pan de la toiture présente approximativement la même pente et que la longueur de faîtage soit au moins égale au tiers de la longueur de la construction.

Vérandas et extensions vitrées

Des matériaux de toiture différents peuvent être autorisés pour les vérandas et les extensions vitrées. Les toitures peuvent comporter un ou plusieurs pans dont la pente n'est pas réglementée.

11.3.2 Constructions à usage agricole

Pour les bâtiments agricoles, d'autres matériaux pourront être utilisés à condition d'être de couleur et d'aspect similaires aux matériaux traditionnels.

11.4 - Clôtures

La hauteur totale des clôtures est fixée à 2 mètres maximum.

11.5 - Sous réserve de l'application de l'article R. 111-21 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux prescriptions ci-dessus.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

ARTICLE A12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique.

ARTICLE A13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les abords de toute construction nouvelle doivent être traités et aménagés de façon à ce que cette dernière s'intègre au mieux dans le cadre naturel environnant.

SECTION III - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE A14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Néant.

ANNEXE 7 **CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DE LA SOCIETE SANOFI**

Capacités techniques et financières

Présentation de SWI et du groupe SANOFI

La société Sanofi Winthrop Industrie (SWI), société anonyme au capital de 266 148 864€, est une société du Groupe SANOFI.

Le Groupe SANOFI est l'un des leaders mondiaux de la santé, investi dans la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de produits de santé.

Le Groupe SANOFI dispose de 79 sites industriels répartis dans 36 pays qui fournissent des produits de santé dans plus de 170 pays à travers le Monde.

Le site SWI d'Amilly, inauguré en 1961, est un site de production de cosmétiques, produits pharmaceutiques et principes actifs.

Capacités techniques

Les capacités techniques du site d'Amilly sont assurées par le personnel de l'établissement qui s'appuiera sur les ressources du Groupe ainsi que par les sous-traitants avec lesquels SWI a contracté.

Dans le cadre de l'épandage des effluents de son site, SWI fera intervenir des entreprises spécialisées pour la réalisation des activités sous-traitées suivantes :

- La société SUEZ, spécialisée dans le secteur de gestion des déchets, qui assurera la gestion administrative et réglementaire de l'épandage ;
- La société DECHAMBRE, spécialisée dans les activités d'épandage, qui assurera la logistique nécessaire aux opérations d'épandage (approvisionnement des effluents depuis le site vers les parcelles destinées à l'épandage, épandage) et à l'entreposage des effluents pendant les périodes d'arrêt.

Le site d'Amilly dispose du personnel d'encadrement nécessaire pour les activités d'épandage.

Il dispose également d'une équipe de 3 personnes chargées de coordonner la protection de l'environnement et la sécurité des travailleurs sur le site. Ce service, rattaché directement à la direction d'établissement, bénéficie de l'expertise de la direction centrale Hygiène, Sécurité Environnement (HSE) chargée de coordonner la mise en place de la politique HSE du groupe sur l'ensemble des sites.

D'autre part, le site d'Amilly dispose des moyens matériels nécessaires pour mener à bien l'activité d'épandage (mis à disposition par le Groupe ou par ses sous-traitants) :

- 2 cuves de stockage de 60 m³ permettant de stocker temporairement sur site les effluents azotés sur site. Ces cuves sont gérées par le personnel de l'Unité de Production Chimie qui est formés et qualifié pour cette tâche.
- 2 camions citerne de 27 m³ permettant les opérations de transit du site de production vers le lieu d'épandage ou de stockage. Ces camions sont conduits par des chauffeurs de la société DECHAMBRE.
- 2 bassins de stockage de 4500 m³ et de 2500 m³ situés sur la commune de Triguères (Loiret) permettant de stocker les effluents azotés hors période d'épandage (de septembre à janvier). Ces bassins sont gérés par le personnel de la société DECHAMBRE qui est en charge de réaliser l'épandage des effluents.
- 1 automoteur de 28 m³ permettant l'épandage sur les parcelles définies dans le plan d'épandage. Cet automoteur est conduit par des chauffeurs de la société DECHAMBRE.

Capacités financières

Les capacités financières sont données par les ressources du Groupe SANOFI dont les principaux résultats financiers sont les suivants :

	2015	2016	2017
Chiffre d'affaires (millions €)	37 057	33 821	35 055
Résultats nets (millions €)	7 371	7 308	6 964

ANNEXE 8 **AVIS DU PROPRIETAIRE DU TERRAIN SUR LA REMISE EN ETAT DU SITE A L'ARRET DEFINITIF DE L'INSTALLATION**

M. Jean-Michel DECHAMBRE

29 rue du Gatinais

45220 Douchy

02-38-87-01-52

Dechambrejean-michel@orange.fr

Objet : Avis concernant la remise en état du terrain d'entreposage tampon d'effluents azotés exploité par SANOFI WINTHROP INDUSTRIE sur la commune de Triguères

Je soussigné, M. Jean-Michel DECHAMBRE, propriétaire de la parcelle n°ZW32 de la commune de Triguères, objet de l'exploitation par SANOFI WINTHROP INDUSTRIE d'un site d'entreposage tampon pour des effluents azotés produits sur le site d'Amilly (soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique ICPE n°2716), émet un avis favorable au projet de remise en état du terrain par SANOFI à l'arrêt définitif de l'installation.

Le projet consiste en la remise en état du terrain dans sa configuration initiale, à savoir une zone enherbée.

Fait à Douchy Le 07/12/2018








Mr DECHAMBRE



ANNEXE 9 **AVIS DU MAIRE DE TRIGUERES SUR LA REMISE EN ETAT DU SITE A L'ARRET DEFINITIF DE L'INSTALLATION**

ANNEXE 10 GAMME DE MAINTENANCE N°235 – CONTROLE VISUEL DES BASSINS (2018)

N° de BT :

<u>Description de l'Opération :</u>	CONTROLE DES RETENTIONS NON SOUMISES A L'ARRETE DU 04/10/2010	
<u>Arrêt de l'Atelier / Machine</u>	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	
<u>NATURE DE L'OPERATION</u>	<input type="checkbox"/> Mécanique/Pneumatique/Hydraulique <input type="checkbox"/> Electrique/Automatisme	
<u>ORIGINE DE LA CREATION DE LA GAMME</u>	<input checked="" type="checkbox"/> Préventif <input type="checkbox"/> Règlementaire <input type="checkbox"/> Organe de Sécurité <input type="checkbox"/> Recommandation constructeur <input type="checkbox"/> Retour d'expérience <input type="checkbox"/> Analyse de risque <input type="checkbox"/> Autres	<u>Détails complémentaires sur les raisons de l'existence de cette gamme :</u> Complément de la gamme 124
<u>CONDITIONS A RESPECTER</u>	<input checked="" type="checkbox"/> <u>Sécurité</u> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="text-align: center;">  <input checked="" type="checkbox"/> </div> <div style="text-align: center;">  <input checked="" type="checkbox"/> </div> <div style="text-align: center;">  <input checked="" type="checkbox"/> </div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="text-align: center;">  <input type="checkbox"/> </div> <div style="text-align: center;">  <input type="checkbox"/> </div> </div>	<input checked="" type="checkbox"/> <u>Consignation</u> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="text-align: center;"> FLUIDE <input checked="" type="checkbox"/> </div> <div style="text-align: center;">  <input checked="" type="checkbox"/> </div> <div style="text-align: center;">  <input checked="" type="checkbox"/> </div> </div>

Outillage spécifique

- Mètre
- Réglet
- Appareil photo ATEX
- Référentiel « catalogues des désordres »

AVANT TOUTE INTERVENTION,







- S'ASSURER QUE LES PLANS DE PRÉVENTIONS ET/OU PERMIS DE TRAVAIL SPÉCIFIQUES ONT ÉTÉ RÉALISÉS
- S'ASSURER QUE LES CONSIGNATIONS ÉVENTUELLEMENT NÉCESSAIRES SONT EN PLACE

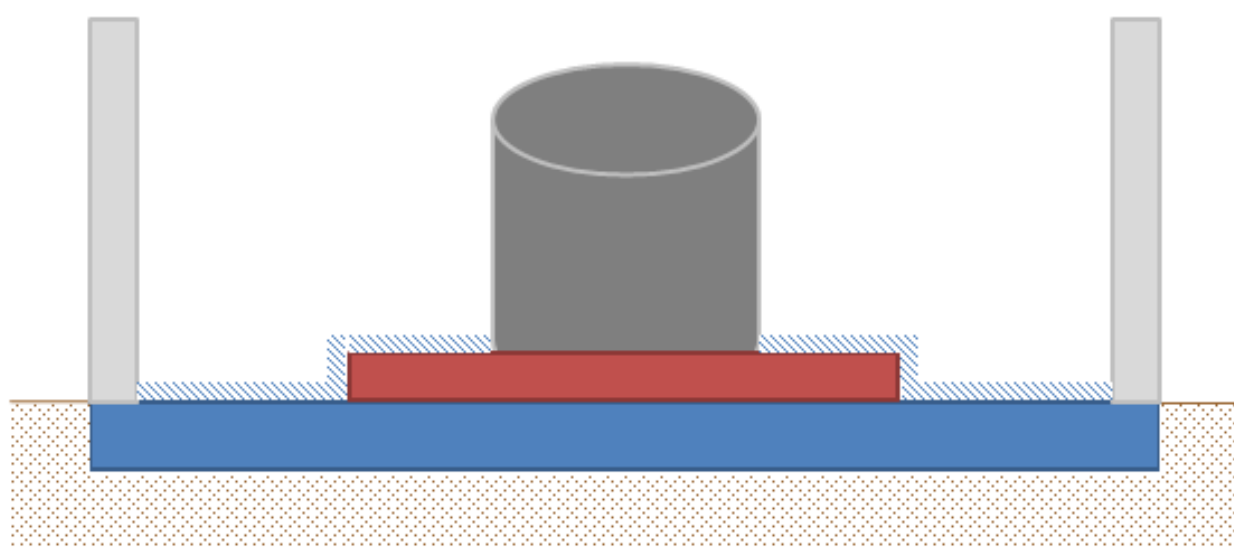
Évènements survenus depuis la dernière visite de surveillance :

- RAS

Commentaires :

FICHE DE SURVEILLANCE

	ACCEPTABLE	NON ACCEPTABLE
Fissure/Fracture	<p><2mm : (micro-fissure)</p> 	<p>>2mm (fissure)</p>
Dégradation		
Végétation		
Défaut d'aspect (ex. armatures apparentes)		



MODE OPÉRATEUR RÉALISÉ		RESULTATS		REMARQUES	DATE VISA
		S	NS		
NETTOYAGE					
1.	Pour les rétentions enterrées, réaliser un nettoyage complet de l'ouvrage.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non applicable	22/11/18 KVT
FONDATION DE LA RÉTENTION					
2.	Déformation ou dégradation de la semelle béton : affaissements, fractures, défauts d'aspects	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
3.	Déformation ou dégradation de l'assise : affaissements, fractures, signes de fuites	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
OUVRAGES EN BÉTON (murs, massifs...)					
4.	Déformation : accidents, affaissements, inclinaisons, fractures	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
5.	Dégradation du béton des joints (rétentions carrelées), ou de la résine d'étanchéité (cassures, fissures, défauts d'aspects...)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
DALLAGE A FONCTION D'ETANCHEITE / FOND DE CUVETTE					
6.	Déformation : affaissements, fractures	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
7.	Dégradation du béton des joints (rétentions carrelées), ou de la résine d'étanchéité (cassures, fissures, défauts d'aspects...)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
8.	Végétation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
MERLONS					
9.	Déformations, tassements, dégradation, fissures	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
10.	Végétation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
DISPOSITIF DE VIDANGE DE CUVETTE					
11.	Végétation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
12.	Bouchage, affaissement, vanne(s) en mauvais état	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT

MODE OPERATOIRE REALISE		RESULTATS		REMARQUES	DATE VISA
		S	NS		
GENERAL					
13.	Cuvette encombrée	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
14.	Géo membranes (état des soudures, trous, craquellements, plis, déchirures...)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		22/11/18 KVT
15.	Autres constatations	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Revoir les fixations des PVC sur l'ensemble des deux bassins	22/11/18 KVT
16.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
17.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
18.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
19.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
20.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
21.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
22.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
23.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
24.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
25.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
26.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
27.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
28.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
29.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
30.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

DÉCLARATION DES HEURES

DATE	NOM	H .début	H .fin	Total H Personnel	Total H Machine
22/11/18	VERDENET Kevin	10h30	11h30	100	
22/11/18	DREUX Nicolas	10h30	11h30	100	
TOTAL				200	

MAINTENANCE		Observations : (Exemple : BT de suivi)
DATE :	22/11/2018	
VISA :	KVT	